Vol. 4 No. 41 • Du 27 avril au 3 mai 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WASHINGTON : MARTELLY RENCONTRE HILLARY

Voir page 4

Le mercredi dernier 19 avril dernier, Michel Martelly « Sweet Micky » a été invité par la Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton à déjeuner au département d'Etat



UN JEUNE ABUSÉ PAR L'INSPECTEUR ROSEMOND !

Voir page 4

Charly Levéus 25 ans forcé à boire d'une rigole polluée à Cité Soleil par l'Inspecteur de police Rosemond Aristide



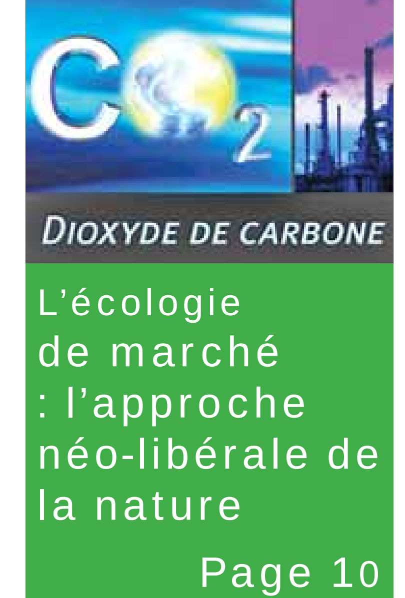
Les violations des droits humains commises sous le régime de Jean Claude Duvalier

Page 4



Martelly élu président avec 15,23% de l'électorat

Page 7



L'écologie de marché : l'approche néo-libérale de la nature

Page 10



Vladimir Ilitch Lénine : Un géant de son époque

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

C'est qui le principal responsable?

Par Berthony Dupont

Dans ce contexte de tension électorale, suite à la nomination de Michel Martelly comme président pour succéder au laquais René Garcia Préval, les forces occupantes semblent avoir le vent en poupe. Elles n'entendent point négliger aucune des questions pouvant mener à une certaine équivoque, une quelconque ambiguïté pouvant par la suite empêtrer leur nouveau pantin. Aussi, l'offensive savamment déclenchée par les puissances occidentales, à savoir les Nations unies, le Brésil, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis, la France et l'Union européenne, contre les agissements frauduleux du régime au pouvoir à la suite des résultats du Conseil électoral provisoire pour mettre un terme à sa mascarade électorale, n'a rien d'étonnant. Elle n'est que le révélateur d'une contradiction interne entre le pouvoir et ses mentors de la Communauté Internationale. Il s'agit davantage de divergences de forme que de fond.

Un certain rappel paraît nécessaire pour comprendre sur quelle toile de fond s'inscrivent les actuelles accusations allant d'un larron à l'autre.

En effet, bien avant la mascarade électorale, justement tout au début du processus, des organisations progressistes et populaires élevaient des quatre coins du pays leurs voix pour dénoncer les composantes de ce CEP en faisant savoir, qu'étant taillé sur mesure et piégé au départ, cette institution bâtarde ne saurait accoucher du scrutin du 28 novembre que d'une farce. En ce temps là, la Communauté Internationale, de connivence avec Préval couvait déjà quelque chose de louche capable de faire basculer les différentes institutions du pays dans le chaos en les réduisant à leur plus simple expression pour bien asseoir non seulement leur occupation, mais aussi pour mettre à l'écart le parti le plus populaire, l'organisation Fanmi Lavalas, une façon d'éviter que les masses populaires ne viennent démasquer leur complot. Aussi, faisait elle la sourde oreille à de nombreuses revendications populaires.

En guise de compensation, pour ainsi dire, les puissances coloniales dictèrent aux conseillers électoraux leurs premiers actes malhonnêtes. Or, les voilà aujourd'hui qui crient aux falsificateurs de scrutin. Et c'est justement de l'ambassade de l'empire que tous les mauvais coups ont été planifiés et préparés. Là, en effet, on retrouve le traditionnel catalogue de tous les sales coups. Ainsi, dans une note de presse, ils ont fait savoir à Préval que *« les Etats-Unis partagent la préoccupation exprimée par la Mission Conjointe OEA-CARICOM d'Observation Electorale (MOEC), en ce qui a trait aux rapports et allégations de fraudes autour des résultats définitifs du second tour des élections législatives du 20 mars publiés par le Conseil Electoral Provisoire (CEP), suite au processus de contestation. »*

Le comble dans tout cela, c'est qu'en final ils sont pris à leur propre piège, puisque tout ce qu'avait exécuté le Conseil électoral Provisoire relevait de leurs instructions et de leur stratégie d'écarter les trouble-fêtes que constituaient les masses populaires. Alors maintenant, que reprochent ils à leur valet de CEP ? Le bluff, la corruption, les fraudes électorales ne sont-ils pas des armes politiques aussi vieilles que la domination des puissances impérialistes sur certains pays pauvres ? La politique impériale vise à attiser la panique dans les pays dominés afin de mieux faire sentir la poigne de l'oncle Sam pour torpiller les efforts des peuples. Ils se font à la fois juges et partis et qui pis est, ce sont également eux qui auraient ordonné à Madame Manigat de ne pas contester les fraudes électorales du second tour et tout ce qui s'était passé le soir du 3 avril au centre de tabulation afin de catapulter leur homme de main Michel Martelly au pouvoir. N'est ce pas entretenir le mythe que le peuple haïtien tolérera que ses espérances soient trahies de cette manière, par un Préval qui a placé toute sa confiance dans l'impérialisme ?

Un tel contexte exige une seule et unique alternative pouvant redonner de l'espoir aux peuples en lutte. Il s'agit simplement de se battre et d'en arriver à l'annulation de toute la mascarade électorale, la présidentielle et les législatives vu qu'elles ont été toutes frauduleuses en bloc.

Les organisations populaires conséquentes qui n'avaient jamais cessé de dénoncer les élections doivent continuer à le faire en exigeant que la Minustah parte et que les forces impérialistes laissent au peuple haïtien le soin d'organiser ses propres joutes comme il avait coutume de le faire. Ce n'est pas aux colons à venir nous dire ce qui devrait être bon pour nous autres.

Face aux fossoyeurs de la liberté et aux vendeurs de patrie, nul doute que le peuple haïtien si tenace, si fidèle à son passé de luttes, saura bientôt trouver des réponses aux défis qu'il doit relever, face à tous ceux qui se sont dressés sur sa route pour le priver de sa reconquête de l'indépendance et de sa dignité.

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: __________________________

Prénom: ______________________

Adresse: ______________________

Ville: _________________________

Etat / Pays: ____________________

Zip Code / Code Postal: ___________

Tél: __________________________

E-mail: _______________________

Modalités de paiement

Montant : $ ___________

☐ Chèque ☐ Mandat bancaire

☐ Carte de crédit

Numéro : _________________________

Date d'expiration : ________ / _______

Code de sécurité : _________________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $80 pour un an
☐ $42 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Démission tardive de la conseillère Ginette Chérubin

Par Jackson Rateau

Le dimanche 24 avril 2010 dernier, bien après des tas de chambardements dus aux scènes de violence qui ont saccagé le pays, de telles violences qui sont des conséquences directes des mascarades du 28 novembre 2010 et 20 mars 2011, la conseillère électorale Ginette Chérubin, se faisant passer pour être la meilleure d'entre les dépravés, s'est empressée de publier une note dans laquelle elle a annoncé son refus d'approuver les résultats définitifs rendus publics le 20 avril 2011.

La conseillère a ainsi commencé sa note :« Suite à la réunion extraordinaire du Conseil Electoral Provisoire, tenue le 20 mars 2011, en préalable à la publication des résultats des élections présidentielles et législatives (2010 – 2011), je tiens à signaler d'entrer de jeu, que je désapprouve le caractère informel et hâtif de la dite séance. Je ne désavouerai pas la totalité des résultats publiés puisque, dès la publication des préliminaires du second tour, certains candidats avaient réussi sans qu'aucun recours ne soit exercé contre eux et que certains jugements ont été rendus en toute équité. Cependant, en dépit de ma volonté de respecter la décision majoritaire par observance des principes démocratiques, il ne m'a pas été possible de parapher les résultats… ».

La conseillère Ginette Chérubin n'avait pas signé les résultats imposés par les colons, ces résultats ayant conduit au 2e tour des mascarades pour lesquels elle travaillait activement quant à sa réalisation. La conseillère Chérubin n'a toujours pas signé les résultats du 2e tour des mascarades, geste tardif qu'on peut qualifier de pure démagogie.

Mais, le lundi 25 avril 2011, c'était le coup de foudre en ciel clair quand la représentante du secteur des organisations féministes au CEP a présenté sa démission au président de la République, René Garcia Préval.*« Je quitte le poste de conseillère électorale où j'ai été nommée par arrêté présidentiel sur désignation d'un ensemble d'associations de femmes intéressées à la démarche du consensus établi en 2007 entre l'exécutif et une représentation significative du secteur politique.*


La conseillère Ginette Chérubin

Après une longue période d'épreuves où un discrédit avait été jeté sur le Conseil Electoral Provisoire, les dernières élections apparemment satisfaisantes avaient ouvert une brèche pour la réhabilitation de l'institution électorale, ce qui me confortait dans l'idée de n'être pas restée en vain et d'avoir, en un certain sens, contribué à cette restauration de l'image de marque qui courait à un certain moment, le risque d'être à jamais ternie. Mais, la dernière phase du processus ayant conduit à des résultats définitifs douteux, a encore entaché, cette fois, de manière irréversible je pense, l'honorabilité et le prestige du Conseil Electoral Provisoire.

La solidarité, comme je l'ai toujours dit au Conseil Electoral, ne pouvant être inconditionnelle et devant se fonder avant tout, autour de consensus, sur les principes ainsi que les valeurs étiques et morales, n'a absolument rien à voir avec la complicité quand celle-ci est malsaine…….. Aujourd'hui, certains membres du CEP, impliqués au BCEN comme juges électoraux ont atteint des seuils qui révoltent ma conscience citoyenne que mes convictions ne me permettent pas de franchir…… Le moment est venu pour moi de partir….. »

Que de belles paroles éjectées sous la plume de madame Chérubin, cette conseillère qui brandit sa bannière de rébellion après que la guerre touche à son terme ou, constatant le naufrage imminent du bateau, elle se hâte de sauver sa peau.

Ginette qui croyait se battre pour sauver le mouvement féministe haïtien à travers un système déjà pourri qui l'a bien englouti, s'est réveillée trop tard, et le mouvement, grâce à elle se trouve aujourd'hui au bord d'un précipice abyssal.

N'en déplaise à l'ex-fonctionnaire, Ginette est une conseillère mercenaire qui n'a fait aucune différence entre elle et Gaillot Dorsainvil, si ce n'est pire que puisqu'elle a endossé un processus qu'elle avait elle-même rejeté. En voulant peut être conserver des avantages qui ne sont autre que des intérêts mesquins, elle a fait basculer l'honneur, la fierté de ses collègues femmes qui l'avaient supporté et qu'elle représentait évidemment au sein du CEP.

Les mascarades du 28 novembre 2010, une véritable machine de violence

Considérant le climat de terreur qui avait chamboulé le pays les 7 et 8 décembre 2010 lors de la publication des résultats préliminaires de la mascarade du 28 novembre 2010, ces élections de plus en plus meurtrières et violentes, considérées comme un très mauvais précédent dans l'histoire des élections en Haïti, sont un préjudice pour la nation haïtienne.

Mauvais précédent et préjudice quand on se réfère au cas de Michel Sweet Micky Martelly, ayant été catapulté en 2e position grâce aux résultats imposés par la composante des colons (OEA, MUNUSTAH, CARICOM, UE etc.), alors que les résultats du CEP l'avaient classé 3e, donc, élimination directe.

En effet, à Bèlladère, une ville frontalière du bas Plateau Central (Centre), dans la nuit du 20 au 21 avril dernier, suite à la proclamation des résultats définitifs par le Conseil Electoral Provisoire (CEP), des scènes terribles de violence ayant émaillé de ces résultats ont provoqué à un bilan sombre des pertes en vies humaines et en dégâts matériels.

Le complexe à Belladère comprenant l'annexe de l'Hôpital Zanmi Lasante, le tribunal de paix, le bureau régional du Ministère de l'Agriculture et autres offices, est entièrement consumé par des individus se réclamant être des partisans de Amos Duboirant, le candidat de la Plateforme alternative. Un technicien laboratoire travaillant pour l'Hôpital Zanmi Lasante, n'ayant pas eu le temps de vider les lieux, a été tragiquement tué dans le brasier, des dizaines de maisons et des voitures au service de l'hôpital et du Ministère de l'Agriculture, sont emportées dans les flammes. Selon ce qu'a rapporté un correspondant travaillant pour une station de radio à Port-Au-Prince, une femme est morte calcinée dans sa maison incendiée à Bèlladère. Le 21 avril, dans la ville de Hinche, haut Plateau Central, des scènes de violence ont été éclatées par des manifestants de la Plateforme Alternative qui ont érigé des barricades enflammées, réclamant la victoire de leur candidat au sénat Francisco Delacruz, classé en première position lors des résultats préliminaires du 4 avril dernier.

Dans la commune de Carrice dans le Nord-est, des manifestants en colère, ont incendié 7 maisons et une station de radio. Dans d'autres régions du pays comme Delmas, Léogane, Grand Goâve (Ouest), Thomonde (Centre) c'est le même climat de tension.

Détention prolongée des déportés haïtiens

Les présumés criminels haïtiens expulsés des Etats-Unis sont systématiquement gardés en taule à Port-Au-Prince, comme s'ils continuent à payer leur peine pour laquelle ils ont déjà passé des années de prison. Le commissaire du gouvernement, maître Harycidas Auguste, reconnaissant que les déportés sont détenus en prison et ceci, selon des décisions découlant des autorités de la justice haïtienne, a abondé en ces termes :

« La détention des déportés va contre la loi haïtienne, qui exige un traitement rapide des suspects et interdit l'emprisonnement des haïtiens qui ont purgé leur peine dans un autre pays…Ces actions sont totalement illégales ».

Quant au secrétaire d'état à la sécurité publique, Aramique Louis qui défend et justifie la politique du gouvernement haïtien en ce qui concerne les déportés, il a dit ceci :

« Nous ne pouvons pas considérer ces personnes comme des saints. Nous devons les considérer comme elles sont. Nous devons les contrôler à un certain niveau ».

« Une fois libérés, les ex-détenus essayent de trouver un emploi, enseigner l'anglais ou utiliser les compétences qu'ils ont acquises aux Etats-Unis », a déclaré un fonctionnaire du gouvernement, travaillant avec les détenus déportés. Néanmoins, concernant les haïtiens qui sont et qui doivent être expulsés en Haïti, un des responsables de Immigration Custom Enforcement (ICE), madame Barbara Gonzalez, a fait cette déclaration : « La politique d'expulsion des Etats Unis s'applique à tout citoyen étranger, non américain, condamné à une peine d'un an ou plus de prison. Ce qui a fait qu'environ 700 haïtiens sont concernés par cette politique cette année ».

Selon ce qu'a indiqué une avocate du Centre pour les Droits Constitutionnels, Sunita Patel : « Les Etats-Unis ne peuvent pas expulser quelqu'un pour violation de leur droit à la vie ou de leur droit à la vie de famille, particulièrement s'ils ont des enfants ».



AVIS
MATRIMONIAL

Je, soussignée Madame Marie Germina Aris, née Marie Germina Policard, demeurant et domiciliée à Pétion-Ville, identifiée au CIN 01-01-99-1977-10-00943, informe le public en général et les commerçants de la place en particulier qu'à partir de la publication de la présente que je ne suis plus responsables des actes et actions de mon époux né Carlo Aris, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui pour incompatibilité de caractère et abandon du toit Marital par devant le tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Marie Germina Policard

Funérailles de Mme. Henrietta Guillaumette Vilbrun

Vous qui l'avez connue et aimée, souvenez vous d'elle dans vos cœurs.

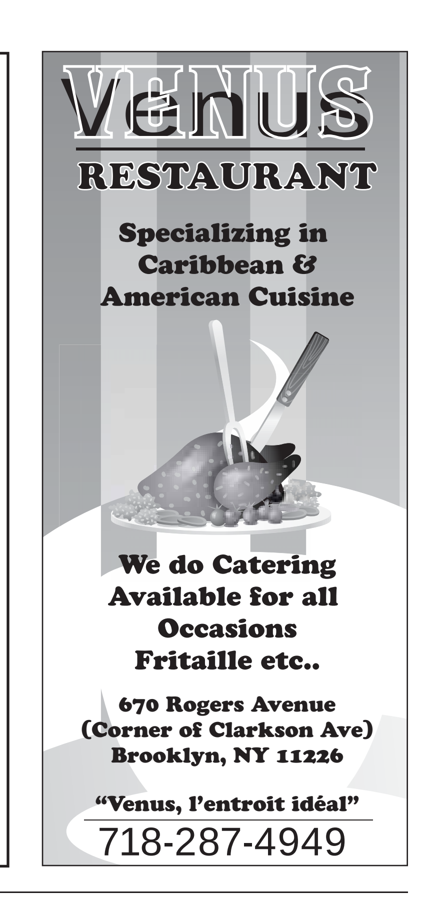
C'est à la 1ère Eglise Baptiste de la Rue de la Réunion, en présence de nombres d'amis et de proches de Mme. Wilbert Vilbrun, Née Henrietta Guillaumetre qu'ont été chantées ses funérailles dans la matinée du mercredi 20 avril. La très regrettée disparue fut la mère de notre admirable ami et frère Harry Paul. A peine six mois se sont écoulés depuis que Mme veuve Vilbrun a été privée de la chaleur conjugale de son cher époux qui l'a précédé dans cette traversée vers l'infini.

Mme. Wilbert Vilbrun, courageuse comme elle seule, avait héroïquement résisté à de multiples attaques cardiaques qui voulaient à tout prix avoir raison d'elle. Enfin le 27 mars 1927, après 84 longues années qu'a duré son odyssée terrestre, le dard de la mort l'a surprise dans une position où elle ne pouvait faire autrement que se démettre en acceptant de retourner dans l'orient éternel.

En cette circonstance d'afflictions insurmontables, tout le personnel du Théâtre National s'allie à l'équipe de l'hebdomadaire Haïti Liberté pour faire part de leurs condoléances les plus sincères à toute la famille et d'une façon toute particulière à notre collègue, ami et frère spirituel Harry Paul (dit Bibil). Nos sympathies vont également à l'endroit de Michael Brudent, Sony, Jean Robert, Wilda, Jean Ronald Vilbrun, ses petits-enfants: Michelle, Ange-Phygelle, Brudent, Michael David, Saradine, Emmanuela Paul, Yuri, Nicholson, Sony J., Carl-Henry, Christine Roberte, Annabelle, Chayna, Olivier Vilbrun, ses arrières petits-petits-enfants Zavier, Zayr, Sanaa, Kayden, Vilbrun, Christelle Lozano.

Que les œuvres tant matérielles qu'immatérielles que Mme. Wilbert Vilbrun a accomplies durant son passage parmi nous, contribuent dans une large mesure à servir de prétextes pour alléger le chagrin laissé par ce départ inopportun. Enfin, le personnel du Théâtre National s'adjoint à l'équipe de l'hebdomadaire Haïti Liberté pour souhaiter ardemment que le fardeau de la terre lui soit léger et que son âme puisse connaitre une paix incommensurable.

J. Fatal Piard



Washington: Martelly rencontre Hillary

Par Yves Pierre-Louis

Mercredi dernier 19 avril, Michel Martelly « Sweet Micky » a **été invité** par la Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton **à déjeuner au département d'Etat.** Au cours d›un point de presse conjointe, elle déclara au nom du gouvernement d'Obama « Je me sens très encouragée par la campagne menée par M. Martelly**»** en ajoutant « Nous sommes derrière lui, nous sommes très enthousiastes »

Martelly a eu également des entretiens avec le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, et le directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), Dominique Strauss-Khan.

La publication des résultats définitifs du second tour des élections- farces du 20 mars 2011, en Haïti, a soulevé des protestations de part et d'autre. Ainsi, le vendredi 22 Avril, il a fait une déclaration pertinente à la communauté internationale à savoir ne pas reconnaître les résultats définitifs des élections législatives publiés par le Conseil électoral provisoire (CEP). Selon lui « Ces résultats sont inadmissibles et ne reflètent pas la volonté populaire »





Séance de validation des députés, le lundi 25 avril, au cours de laquelle 76 députés ont participé

Des changements ont été opérés entre les résultats provisoires et les résultats finaux, au niveau des législatives, à travers lesquelles 17 changements ont été réalisés à la députation dont 16 en faveur de la Plateforme politique INITE et un autre changement aux sénatoriales, dans le département du Centre, toujours en faveur de l'INITE. Le candidat de l'«Altènativ », Delacruz Francisco qui était classé en premier position lors de la publication des résultats provisoires a été évincé en faveur du candidat de l'INITE, François Bazelais. Dans ce cas l'INITE devrait avoir 46 députés et 17 sénateurs.

Suite à la page (15)

Un jeune abusé par l'inspecteur Rosemond !

Par Kim Ives

Chaque jour, l'usine d'énergie électrique à Varreux rejette des centaines de gallons de carburant diesel nauséabond dans les canaux de drainage qui traversent le bidonville géant de Cité Soleil, qui se trouve juste en face de la turbine, à travers la Route Nationale # 1.

Le carburant se mélangeant avec des ordures et des détritus obstrue les canaux, qui n'ont pas été nettoyés par les gouvernements depuis 2003.

"*L'odeur de la décharge du pétrole nous rend tous malades, et en particulier les enfants*», a expliqué Wilson Saint-Val, un activiste de la communauté locale qui aide à diriger un orphelinat dans la Cité. «*Ces canaux se déversent dans la baie où ils empoisonnent les poissons, qui sont moins nombreux à cause de cela. Les poissons que nous attrapons souvent ont un goût de carburant diesel.* «

C'est ainsi que le 18 avril, l'inspecteur de division Rosemond Aristide, le chef du poste de police de Cité Soleil, a forcé un fabricant de meubles (ébéniste) de 25 ans, à boire de l'eau de l'un des canaux putrides traversant la Cité, de sorte que la victime a porté plainte le lendemain devant un tribunal à Cité Soleil.

«*Hier matin vers les neuf heures pendant que j*'étais assis en compagnie de quelques personnages âgés en train de boire ensemble



L'inspecteur de police Rosemond Aristide

... l'inspecteur *Rosemond Aristide m›a appelé à venir le joindre*», a déclaré Charly Levéus dans sa plainte officielle déposée auprès du Juge de Paix Evens Levêque. «*Je m'y suis rendu. Quand je suis arrivé, il m'a pris au collet et m'a beaucoup saccagé ... Après cela, il m'a fait descendre du véhicule qu'il pilotait et m'a ordonné de boire de l'eau se trouvant dans la rigole puis de me mouiller la tête avec cette eau puante.*»

Rosemond Aristide "*m'a brutalement frappé, déchirant le T-shirt que je portais, brisant mon collier et mes lunettes de soleil,"* a dit la victime, montrant au journaliste d'*Haïti Liberté* la chemise, le collier, et les lunettes qui tous portent les marques de violence.

Haïti Liberté a joint l'inspecteur Aristide par téléphone pour confirmation des charges. «*Je ne sais rien de cet incident*», a-t-il répondu à propos de l'histoire de Levéus. «*Je ne sais pas qui est cet homme. Je ne sais de qui et de quoi vous parlez.* «

Ayant rendu public l'incident, Charly Levéus craint maintenant pour sa vie. «*L'inspecteur Aristide a dit qu'il me tuerait si je dis aux gens ce qu'il m'a fait*», a déclaré Levéus. «*Mais son abus d'autorité a été si terrible que je ne pouvais pas rester silencieux*».

Beaucoup d'autres jeunes interrogés par *Haïti Liberté* à Cité Soleil ont avoué que l›inspecteur

Suite à la page (15)

Les violations des droits humains commises sous le régime de Jean Claude Duvalier

Durant les quinze années de présidence de Jean-Claude Duvalier, des crimes et violations des droits humains à grande échelle ont été commis par son gouvernement. Il existe des éléments de preuve substantiels indiquant que ces violations ont été commises par des soldats, des policiers et des membres des groupes paramilitaires placés sous l'autorité *de facto* et *de jure* de Duvalier. Dans certains cas, des éléments de preuve indiquent même que ces hommes agissaient sur les ordres directs de Duvalier. Tout au long de ce règne de quinze années, des organisations de défense des droits humains, des responsables politiques étrangers, des gouvernements donateurs, des diplomates, ainsi que la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont exprimé leurs inquiétudes concernant ces crimes. Duvalier a ainsi été mis en garde et informé que des violations graves des droits humains étaient commises sous son autorité.

Jean-Claude Duvalier arriva au pouvoir en 1971, à l'âge de 19 ans. Il succédait alors à son propre père en tant que Président à vie. Selon des responsables de l'ambassade américaine, son père, François « Papa Doc » Duvalier (qui sera désigné sous le terme « Duvalier père » dans la suite de ce rapport), a *« exécuté des centaines de personnes, emprisonné des centaines d'autres et contraint des milliers d'haïtiens à l'exil pendant la période où il dirigea le pays d'une poigne de fer »*. Jean-Claude Duvalier hérita de son père ce régime brutal. Son règne de quinze ans (de 1971 à 1986) fut marqué par de graves violations des droits humains contre ses adversaires et détracteurs – membres des partis d'opposition, syndicalistes, journalistes indépendants, universitaires et militants des droits humains – et se caractérisa par l'absence de libertés fondamentales.

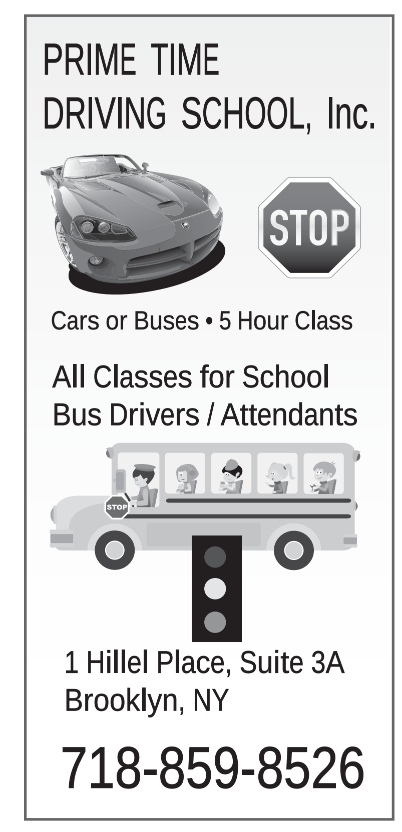
La communauté internationale espérait, dans un premier temps, que le gouvernement de Jean-Claude Duvalier s'avérerait moins brutal que celui de son père. L'ambassadeur des États-Unis en Haïti à l'époque de l'avènement de Jean-Claude Duvalier, Clinton Knox, avait émis l'espoir que *« le nouveau régime s'oriente, de manière générale, vers une certaine libéralisation »*. En améliorant ainsi son image, le nouveau gouvernement chercha à revigorer le flux de l'aide internationale, qui s'était réduit progressivement, et avait même disparu par moments, sous le gouvernement de François Duvalier. Le Secrétaire d'État à la Défense et l'Intérieur, Luckner Cambronne, avait également cherché à convaincre les États-Unis des bonnes intentions de Duvalier. Lors d'une réunion avec Knox, Cambronne indiqua que *« le bilan [du gouvernement d'Haïti] pendant la première année en fonction de Jean-Claude est favorable et donne droit à ce pays à bénéficier de l'aide étrangère »*. Toutefois, l'ambassadeur avertit qu'il restait un risque que « [l]es attentes [de la population] atteignent un niveau où le gouvernement se sentirait menacé et contraint à d'adopter des mesures répressives pour maintenir la situation sous contrôle». Malgré l'espoir de la communauté internationale d'avoir affaire avec un gouvernement moins répressif, l'étendue des abus demeura globalement inchangée.

Comme son père avant lui, Duvalier s'appuya sur un large dispositif de forces de sécurité pour asseoir son contrôle sur la population à travers des arrestations arbitraires qui conduisirent souvent à des détentions prolongées, lors desquelles les prisonniers étaient détenus secrètement, des « disparitions forcées », des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires. Sous le règne de Jean-Claude Duvalier, des centaines d'haïtiens furent ainsi victimes d'exécutions extrajudiciaires ou périrent sous la torture ou des suites de conditions de détention inhumaines. Beaucoup d'autres furent contraints de fuir le pays, alimentant les rangs de la diaspora haïtienne, qui avait commencé à grossir sous Duvalier père.

En tant que « Président à vie », Jean-Claude Duvalier cumulait les fonctions de chef d'État, de chef du gouvernement et de commandant en chef des forces armées et de la police. Un rapport du sénateur américain Edward Brooke, faisant suite à une de ses visites en Haïti

Suite à la page (15)





Une autre symphonie qui sera inachevée

Par Fanfan La Tulipe

«*ODPG plis AID se malpwòpte*»
Manno Charlemagne

A chacun ses réflexes. Il paraît que Goering quand il entendait parler de culture il tirait son revolver. Le salaud ! Une fois que Duvalier eut rencontré Rockefeller au Palais national, sa première pulsion animale fut de lâcher ses hommes en bleu, en jaune, en noir après les communistes, les paracommunistes, les péricommunistes, les procommunistes, les rétrocommunistes, les pancommunistes, les néocommunistes, les précommunistes, les postcommunistes et tous ceux qui semblaient travailler en commun, en union, en réunions, en communion avec leurs communautés. Quand l'évêque brésilien Dom Helder Camara voit un pauvre, il ne peut s'empêcher de penser et de dire que la théologie de la libération enseigne que la force du peuple est première, et qu'elle réconcilie la révolution et la religion.

A chacun ses réflexes. Moi, dès que j'entends parler de l'USAID, dès que je renifle sa présence, dès que j'aperçois l'ombre de son profil tentaculaire, aussitôt mes veines se gonflent de colère, j'ai le sang qui pulse dans mes artères prêt à jaillir pour dénoncer la perversité de cette engeance maléfique, agent de subversion et de déstabilisation des peuples en lutte pour le progrès et pour un monde meilleur. C'est dire que pour moi toute initiative de l'USAID en direction des pays du Sud est au départ suspecte. Cette agence aura beau enjoliver son discours de parures humanitaires, il faudra toujours se méfier de ses agissements. Chassez son naturel pervers, il reviendra vite au galop.

Je me méfie de l'USAID comme de la peste. Peste verte. Peste du dollar. Peste du capital. Peste capitale. Peine capitale pour les pauvres. En Amérique Latine cette agence gouvernementale étasunienne a soutenu les pires dictatures et la déstabilisation de plusieurs pays. En Europe, cette même engeance infernale s'est fait une luciférienne publicité en soutenant les «Révolutions Colorées». Elle aide d'ailleurs à la diffusion dans les anciens pays du bloc de l'Est d'un petit livre intitulé «From Dictatorship To Democracy» (disponible gratuitement en téléchargement) et qui indique aux mouvements étudiants et d'opposition desdits pays comment renverser le pouvoir en place. Bref, l'USAID ne promeut absolument pas la démocratie mais uniquement les intérêts des USA et, surtout, l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises US.

Tous les chats échaudés craignent l'eau froide, et même l'eau tiède leur fait faire *miaw*. L'USAID qui n'a pas de mémoire oublie les mauvais coups qu'elle a portés et continue de porter aux peuples en lutte pour leur souveraineté. Mais les cicatrices de ses mauvais traitements sont indélébiles, et nous nous les rappelons chaque jour. Si je parle de chats, d'eau chaude et froide, de coups, de cicatrices et de mémoire, c'est justement parce que l'USAID vient de réveiller un chat qui dormait à l'ombre de mes suspicions à l'endroit de tous les magouilleurs, malfaiteurs, profiteurs, exploiteurs, usurpateurs, ratiboiseurs, tueurs *qui ad perditionem animarum pervagantur in mundo*, assassins *gran rak* qui parcourent le monde pour la perte des âmes (et, surtout, des corps). Et



Des 38 pages de ce projet de l'USAID, à peine quatre lignes sont consacrées à la présence médicale cubaine en Haïti, sous la rubrique « Engagement et description des activités proposées par des donateurs»



Paul Weisenfeld debout au micro, coordinateur de l'équipe de travail de l'USAID en Haïti



Pour moi toute initiative de l'USAID en direction des pays du Sud est au départ suspecte

laissez-moi vous dire, en passant, que ce n'est pas l'USAID qui va me faire perdre mon latin.

Venons-en au fait. L'USAID vient de faire paraître, en date du 8 avril 2011, le texte d'un projet de santé pour Haïti intitulé *"Building Back Better and BEST"* (Reconstruire de son mieux et meilleur). Il s'agit d'«améliorer l'accès universel aux soins de haute qualité pour les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de cinq ans ainsi que d'autres populations cibles, ce en coordination avec d'autres partenaires du développement». Le projet couvre les champs suivants: Eau, Système sanitaire et Nutrition; Santé de la Reproduction/ Planning familial ; Santé maternelle ; Santé du nouveau-né et de l'enfant.

De prime abord, il faudrait applaudir un tel projet. Mais il est présenté dans un tel labyrinthique dédale de compartiments d'action qu'on ne peut s'empêcher de se poser des questions. A l'intérieur du grand projet principal se blottissent de petits projets avec des titres au parfum un tantinet démagogique. Ainsi : Santé pour le Développement et la Stabilité en Haïti (SDSH [sigle anglais]), Administration Intégrée des maladies de l'enfance et de la période néonatale (IMNCI, en anglais), Soins anténataux précoces (ANC, en anglais), Prise en charge communautaire des cas de malnutrition aiguë ; certains sigles tel VSC pour *Voluntary surgical contraception* (contraception volontaire par une méthode chirurgicale) donnent à penser.

Le sigle VSC est en réalité un euphémisme pour stérilisation de la femme par ligature des trompes, ou stérilisation masculine par vasectomie (ligature des conduits amenant le sperme au pénis). L'USAID compte-t-elle faire venir des USA des médecins en entraînement pour «se faire la main» ? Les chirurgiens «stérilisateurs» se donneront-ils la peine, prendront-ils le temps de bien expliquer à des patients ces deux interventions chirurgicales à titre de moyens anticonceptionnels ? Est-ce qu'on compte utiliser des moyens doucement coercitifs pour «convaincre» les candidats aux approches chirurgicales ? Des questions qui valent la peine qu'on se les pose, parce que *pote mak sonje*. Et les cicatrices d'un opprimé sont les cicatrices de tous les opprimés. Et leur mémoire collective se souvient.

1932-1972. Tuskegee, Alabama. Forte prévalence de la syphilis dans la population. Le service américain de Santé Publique propose à 399 noirs américains des examens médicaux gratuits, des repas gratuits et même des funérailles gratuites (à condition de se laisser autopsier) pour participer à une expérience permettant de «suivre l'évolution naturelle de la syphilis» (sic). L'affaire fut déballée dans les journaux. Le service américain de Santé Publique dut stopper la ténébreuse expérience.

Bilan de ce crime: 28 patients morts directement de syphilis et 100 autres de complications liées à cette maladie. Au moins 40 femmes furent infectées par leurs conjoints et 19 enfants avaient contacté une syphilis congénitale transmise au cours de la grossesse. Une tragédie humaine. Le 16 mai 1997, à la Maison-Blanche, le Président William J. Clinton et le Vice-président Al Gore présentèrent leurs excuses et demandèrent pardon aux patients et aux membres de leurs familles au nom du gouvernement (*Les Carnets de l'Université Paris Descartes*. Mars 2008).

1946. Ce sont 696 guatémaltèques, des prisonniers et malades d'asile psychiatrique, à qui des chercheurs américains de connivence avec les autorités du Guatemala inoculent, intentionnellement, l'agent de la syphilis et celui de la gonorrhée pour tester l'efficacité de la pénicilline. Tous n'ont pas survécu. En 2010, Hillary Clinton «s'est excusée platement, au nom de Washington, pour cette horreur». (Le Point).

1996. Sous couvert d'une ONG, les laboratoires Pfizer débarquent au Nigeria, lors d'une épidémie de méningite pour expérimenter un nouvel antibiotique, le Trovan floxacine. 200 nourrissons et enfants sont traités. Bilan : 11 décès, de nombreux cas de cécité, de dommage cérébral et de paralysie. Dénonciation par le Washington Post en 2000. « Dédommagement» par Pfizer. 58 millions de dollars versés. Déshonorable comportement des *gwo zouzoun* nigériens. Les enfants paralysés ? Les enfants *fòkòp* ? Eh bien, personne ne s'en occupe. Alors quand j'entends « *voluntary surgical contraception*», je dégaine ma haine et des rancoeurs accumulées depuis les temps *benbo*.

Des 38 pages de ce projet de l'USAID, à peine quatre lignes sont consacrées à la présence médicale cubaine en Haïti, sous la rubrique « Engagement et description des activités proposées par des donateurs». Pourtant, Bruno Rodriguez, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba, à la Conférence des donateurs pour Haïti, tenue à New York le 31 mars 2010, avait bien explicité la participation de Cuba dont la présence active en Haïti remonte à 1998, alors qu'entretemps l'USAID de concert avec la CIA finançait les révolutions dites colorées dans les pays de l'Est. Le projet cubain consiste en un «programme de reconstruction et de consolidation du Système national de santé que le gouvernement haïtien a conçu, avec celui de Cuba et le soutien de la République bolivarienne du Venezuela et d'autres pays et organismes humanitaires [qui] profitera à 75% de la population la plus nécessiteuse du pays, avec un minimum de dépenses.». Un programme portant sur quatre années.

Suite à la page (18)

Integrated Technology Center
Immigration & Tax Services
• Tax Preparation
• Fast Refunds
• Electronic Filing
• Business Tax
• Tax ID
• Real Estate

• Immigration Petition
• Green Card
• Citizenship
• Passport Picture
• Notary Public
General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

Popilasyon ayisyen an bay Martelly do nan Ti Ayiti Miyami

Nan yon kominike pou laprès, biwo nouvo prezidan an, te anonse Michel Martelly t ap vizite Konsila Ayisyen an nan Miyami. Nan pita, li t ap gen pou rankontre ak lidè politik ki chita nan menm vil la.

Se konsa, lendi 25 avril la vè 10zè nan maten, nan Sant Kiltirèl Ayisyen an ki chita nan katye Ti Ayiti nan Miyami, prezidan eli oubyen nome a Joseph swit miki Martelly te òganize yon aktivite kite divize an de pati.

Dabò, Martelly te bay yon konferans pou laprès kote te gen prezans anpil manm laprès ayisyen ak etranje.

Aprè sa, Martelly te panse li t ap rankontre ak kominote a pou li te pran revandikasyon yo, jan nòt pou laprès biwo kominikasyon l nan te di, apre pou l te envite yo vin nan envestiti l nan peyi a, yon fason pou yo kontribye nan rebati ekonomi an.

Malerezman pou Martelly, pyès moun pa t fè deplasman an. Li te rive 1nè pyès moun pa t mete pye nan sal la, malgre radyo lokal GNB yo pa t sispann pase reklam mande kominote ayisyen an poteboure nan pwogram nan. Se konsa, pou te pèmèt aktivite a kòmanse, se menm jounalis yo ki te nan sal konferans nan ki te oblije mete materyèl yo atè, fè tèt yo pase pou piblik la. Malgre tout kolepyese sa yo, sa pat mache.


Martelly ak òganizatè, jounalis yo ki fè nouvo prezidan an te ka di li te wè ak ayisyen nan Miyami

Lè òganizatè yo wè sa, yo te blije itilize yon lòt mannigèt. Menm kote a, yo fè pase sou radyo yon mesaj kòmkwa tout moun ki patisipe nan rankont ak Martelly a ap gen Nopin gratis pou pale ak fanmi yo nan peyi Dayiti. Se gras a estrateji sa yo ki fè kèk grenn moun parèt tèt yo, e yo te byen presize pou di se dèyè minit Nopin nan yo vini.

Nan yon sal ki te ka kenbe plis pase de mil moun, pat gen pi plis pase 100 moun mete ak òganizatè ak jounalis ki fè nouvo prezidan an te ka di li te wè ak ayisyen nan Miyami. Se konsa Prezidan eli a, Michel Martelly, te retounen an Ayiti nan menm lendi a nan aprè midi.

Lè nou gade desepsyon sa a, sa fè nou sonje vizit prezidan eli Titid nan Miyami apre eleksyon 16 desanm 1990 kote lapolis nan Miyami te blije fèmen sikilasyon machin nan ti Ayiti akoz prezans twòp moun. Lè sa a, se te nan gwo estad prezidan Titid te rankontre kominote a ki te plis pase 20 mil moun, san bliye vizit sa te fèt nan mitan semenn kote tout moun t ap travay.

Kilè kriz k ap boulvèse Inivèsite Leta Dayiti a ap jwenn yon solisyon?

Aprè grèv grangou 5 etidyan yo te fè nan Fakilte etnoloji ak plizyè manifestasyon pou fòse responsab yo nan rektora Inivèsite Leta a tande revandikasyon yo, anyen pa janm fèt pou satisfè revandikasyon yo. Etidyan nan Fakilte Etnoloji ak Enstiti etid rechèch afrikèn, ki pote yon lòt non ki se Enstiti Etid ak rechèch nan Syans Sosyal (IERAH-ISERSS) kontinye kole zepòl yo ak lòt etidyan yo pou kontinye batay la pou fè dirijan rektora a tande vwa yo. Nan sans sa a etidyan yo nan plizyè Fakilte te fè nòt pou laprès sòti pou denonse konpòtman dirijan yo nan rektora a epi egzije yo rezoud gwo kriz k ap boulvèse Inivèsite Leta Dayiti a. « Depi kèk tan inivèsite Leta ayisyen an ap konnen yon seri kriz ki pran tout kalte koulè, tankou kriz nan Fakilte Medsin, ekòl nòmal siperyè ak INAGHEI. Men kounye a sitiyasyon an vin anvlimen nan Fakilte Etnoloji ak IERA-ISERSS. Malgre etidyan yo fè grèv grangou, petisyon, konferans pou laprès, mande rektora a chita pale yo pa pete nan koton ba yo santi. Men yo toujou gen yon sèl diskou: "Se yon ti gwoup bandi ki kenbe fakilte a annotaj, lè yo bouke ya poze. » Konpòtman ki mele m sa a rektora a ap afiche a fè sitiyasyon kriz yo vin anvliman chak jou pi plis.

Sitiyasyon sa yo reprezante yon gwo danje pou avni Inivèsite a. Devan gwo menas sa yo, nou mem etidyan ki sòti toupatou anndan inivèsite a tankou : INAGHEI, Etnoloji, Syanzimèn, Lekòl Nòmal Siperyè, Fakilte Medsin, IERAH-ISERSS ak lòt ankò, nou deside kole zepòl pou fòse otorite nan Inivèsite a rezoud kriz k ap brase bil enstitisyon sila a, yon mannyè pou n di yo se dènye pinga nou voye ba yo, avan nou pase nan yon lòt etap nan batay la, pou revandikasyon nou yo pa pèdi dwa grandèt majè yo.

Prensipal revandikasyon nou yo se :

1) Remanbre fakilte yo, nan mete bon jan dirijan ak pwofesè ki genyen konpetans.

2) Ban nou bon jan kisis ki marande ak reyalite peyi a epi ki reponn ak nòm entènasyonal yo.

3) Nonmen bon jan pwofesè tanplen pou ankadre etidyan nan travay rechèch yo.

4) Repran san kondisyon tout etidyan yo mete deyò san rezon yo.

5) Pibliye rezilta konkou lane akademik 2010-2011 nan IERAH-ISERSS.

6) Konsidere ka etidyan twon komen IERAH-ISERSS yo, ki gen plis pase 2 zan san chanje klas.

7) Mete fen ak tout pratik makout anndan inivèsite Leta ayisyen an.

Boutofen, n ap mande tout otorite ki nan tèt Inivèsite Leta ayisyen an, pou yo rezoud kriz sa yo prese, prese, anvan pita pi tris.

Ansanm etidyan ki pote nòt sa a se :
Sain-Gilles Toussaint Mackendy (INAGHEI)
Lundi Johny (Fakilte Etnoloji)
Jean Charles Delinx (Fakilte Etnoloji)
Guilloux Shedler (Ekòl Nòmal Siperyè)
Decime Fils Edner (Fakilte Syanzimèn)
Jouth Abydarline (IERAH-ISERSS)
Melamour Samuel (IERAH-ISERSS)
Jacques Mackendy (Fakilte Medsin)



Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti
• Nouvèl •
• Analiz •
• Kòmantè •
• Deba •
Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Pozisyon Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo sou sitiyasyon politik peyi a

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo prèske genyen yon lane depi l ap goumen kont vye systèm desklizyon ak eksplwatasyon sa a, ki mete majorite pèp ayisyen an deyò nan zafè politik peyi Dayiti. Rejim Rene Preval la pa t tande nou, li te prefere foure tèt li anba vant kominote entènasyonal la k ap fè l fè tenten e prèske tout klas politik tradisyonèl la, t al jwenn li, nan liy politik antinasyonal sa a.

Politik rejim Preval la vin rann peyi a plis depandan, li ranfòse okipasyon peyi a ak enjerans komisyon enterimè pou rekonstwi Ayiti (CIRH) ki ranplase prèske tout lòt enstitisyon peyi a ; OEA ki vin di ki moun pou yo mete nan tèt peyi a. Pou yo te rive fè sa yo te itilize yon konsèy elektoral kwoupyon prèske tout sektè te konteste.

Malgre tout kontestasyon sa yo, prezidan Rene Preval pa t tande, li pa t wè li te kenbe KEP sa a, ki fè yon seri maskarad elektoral, ki mete plis divizyon nan peyi a, e ki pral mete peyi a nan plis kriz chak jou. Lè n gade nan tou 2 maskarad sa yo 28 Novanm ak 20 Mas la, pa t gen 25 pousan moun ki t al vote, savledi te genyen plis pase 75 pousan moun ki te chita lakay yo. Sou 4.5 milyon elektè, se sèlman anviwon 700 mil yo di ki vote pou prezidan yo di ki eli epi anviwon 300 mil pou lòt kandida ki tonbe a. Sa fè anviwon yon milyon yo di ki t al vote. E malgresa te genyen anpil bouraj nan bwat bilten yo. Okipan yo bat bravo, tout bagay yo te pase byen.

Li klè jounen jodi a, kominote entènasyonal la te mete 30 milyon dola deyò, li nonmen yon moun pou al regle zafè l, men se pa zafè pèp Ayisyen an, se poutèt sa 75% moun yo te mache nan lide bòykòt la 20 mas pase a. Sa ki pi tris la se lè nou konstate genyen yon seri politisyen abolotchyo te toujou mare sosis yo ak pouvwa peze souse sa yo tankou rejin Preval ak tout akolit li yo. Jounen jodi a genyen yon bann siy ki montre menm aganman nan sektè politik, Sosyete sivil ak sendikal rat do kale sa yo montre yo prè pou y al antre tèt bese nan nenpòt gouvènman kominote entènasyonal la mete pou vin aplike politik neyoliberal, okipasyon ak CIRH la e ki pral ranfòse vye sistèm pouri, peze souse sa a.

Nou menm nan tèt **Tèt Kole Oganizasyon Popilè** yo, nou toujou rete ap batay nan mitan mas pèp la, k ap goumen pou fè pase revandikasyon li yo, k ap batay kont lavichè, chomaj, grangou, kòripsyon, esklizyon, okipasyon, CIRH ak politik neyoliberal la. Pozisyon Tèt Kole Oganizasyon popilè yo pa chanje, l ap kontinye batay pou chanje vye sistèm pouri sa a k ap donnen sèlman esklizyon, enpinite, eksplwatasyon, enjistis ak yon Leta ki pa janm sispann vyole dwa ekonomik ak sosyal pèp ayisyen an. Pèp la ap revandike chanjman e pèp la vle chanjman, men se pa chanjman moun sèlman, se chanjman sistèm, chanjman mòd de pwodiksyon ak rapò de pwodiksyon yo, chanjman pa ka fèt ak CIRH e pandan peyi a toujou rete anba bòt etranje yo. Pou nou menm nan **Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo**, joumou pa konn donnen kalbas.

ABA OKIPASYON!
ABA CIRH!
VIV LIT PEP AYISYEN AN!

Yves Pierre Louis
Fritz Gerald Charles

Pòtoprens, 25 Avril 2011





91.5 FM, WNYE
Mardi soir 8 – 10 pm
EDUCATION, SANTÉ, DROIT, CULTURE, NOUVELLES, DÉBATS.
UNE ÉMISSION DE LA SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE DE RECHERCHES, DE DOCUMENTATION ET DE PROGRÈS SOCIAL)
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
Tél : (718) 693-8229
Fax : (718) 693-8269

RADIO
PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226


www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Mainmise impérialiste sur Haïti

Par Yves ENGLER

Après le tremblement de terre meurtrier qui a détruit Haïti il y a 15 mois, la plupart des Canadiens s'inquiétaient pour ceux qui étaient ensevelis sous les ruines, ceux qui n'avaient pas d'eau et qui avaient perdu leurs familles. Il semble que dans les allées du pouvoir les préoccupations aient été très différentes.

Selon des documents analysés par la presse canadienne la semaine dernière, les officiels canadiens craignaient que la vacance du pouvoir qui a suivi le tremblement de terre ne favorise «un soulèvement populaire». La législation sur l'accès à l'information a permis de prendre connaissance d'une note marquée «secret» qui dit : «La fragilité politique a accru le risque d'un soulèvement populaire et a nourri la rumeur du retour au pouvoir de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide en exil en Afrique du Sud». Le document insiste aussi sur l'importance de renforcer la capacité des autorités haïtiennes «à contenir les risques d'un soulèvement populaire.»

Pour contrôler la population haïtienne traumatisée et souffrante, 2 000 soldats canadiens ont été déployés (en plus des 10 000 soldats étasuniens). Au même moment de nombreuses équipes spécialisées dans le sauvetage et la recherche en milieu urbain (HURT) se sont préparées dans les villes du pays mais ne sont jamais parties pour Haïti parce que, selon le ministre des affaires étrangères, «le gouvernement a préféré envoyer les forces armées canadiennes à leur place.»

Les documents qui ont été publiés par la presse canadienne révèlent ce qui est au coeur (ou plutôt le manque de coeur) des décisions de politique étrangère canadiennes. Ce sont presque toujours des motivations stratégiques et non humanitaires qui sont derrière les décisions. Et pourtant il est difficile de trouver un événement capable de susciter plus de compassion que le tremblement de terre d'Haïti.

Les documents nous disent aussi beaucoup de choses sur la nature des relations qu'Ottawa entretient avec la nation la plus pauvre de l'hémisphère : Les officiels canadiens considèrent que le pays leur appartient. Et ils ont raison.

Depuis qu'il a organisé la table ronde intitulée l'Initiative d'Ottawa pour Haïti en janvier 2003 et le Canada a été un acteur capital de la vie d'Haïti. A cette réunion, les officiels étasuniens, canadiens et français ont discuté de l'opportunité de renverser le président élu Jean-Bertrand Aristide pour mettre le pays sous mandat international et ressusciter la terrible armée haïtienne. Treize mois après le meeting de l'Initiative d'Ottawa Aristide a été jeté dehors et depuis l'ONU a une sorte de mandat pour administrer le pays.

La Police nationale haïtienne a été lourdement militarisée et le vainqueur de la récente élection présidentielle projette d'utiliser une partie des maigres ressources de l'Ile pour reconstituer l'armée.

Le Canada a aidé le candidat de droite Martelly à gagner l'élection (avec 16% de votes favorables puisque l'élection a été largement boycottée). Le Canada a investi 6 millions de dollars dans des élections qui excluaient la participation du parti le plus populaire Fanmi Lavalas. Après le premier tour, nos représentants à la mission d'Organisation des Etats d'Amérique (OAS) ont aidé à faire pression sur Jude Celestin, le candidat qui était à la seconde place selon le conseil électoral, pour qu'il abandonne la course. Le centre de recherche politique et économique explique «La communauté internationale, menée par les USA, la France et le Canada, a accru la pression sur le gouvernement haïtien pour faciliter le passage au second tour de Michel Martelly au lieu de Jude Celestin [le candidat du parti au pouvoir]». Les visas étasuniens de quelques officiels haïtiens ont été abrogés et on a menacé Haïti de diminuer les aides si les recommandations de l'OAS pour augmenter le nombre total des votes en faveur de Martelly n'étaient pas suivies.

La moitié du conseil électoral a accepté les modifications demandées pas l'OAS mais l'autre moitié a refusé. Le deuxième tour a été inconstitutionnel selon le journal Haïti Liberté car «seulement quatre des huit membres du conseil électoral provisoire (CEP) ont voté le passage au second tour et donc il en manque un sur les cinq nécessaires. De plus les résultats du premier tour n'ont pas été publiés dans le journal officiel, Le Moniteur, et le président Préval n'a pas officiellement convoqué les Haïtiens à voter, deux choses qui sont obligatoires selon la constitution.»

L'absurdité de toute cette affaire n'a pas empêché le gouvernement canadien de soutenir les élections et les observateurs canadiens officiels de l'élection ont approuvé cette mascarade de «démocratie». Le journal Haïti Progrès décrit la frauduleuse nature de l'élection en ces termes : «*La sorte de démocratie que Washington, Paris et Ottawa veulent nous imposer est en train de devenir une réalité.*»

Suite à la page (16)



Haïti : Martelly élu président avec 15,23% de l'électorat

Par Oscar FORTIN

Pour le moment, l'actualité internationale porte davantage sur les conflits au Moyen Orient et en Afrique du nord que sur ce qui se passe en Haïti. Depuis que le second tour aux élections présidentielles, a donné la victoire au candidat Martelly, les informations détaillées sur l'ensemble du scrutin ne cessent d'être reportées d'une date à une autre. Le 20 avril devait être la date butoir pour la transmission des résultats définitifs de cette élection, mais une recherche, faite le 21 avril, ne donne toujours pas ces résultats.

Faute d'une information complète, certaines données sont toutefois disponibles, certaines largement diffusées, d'autres beaucoup moins. Personnellement je me suis intéressé au taux de participation des électeurs et électrices du peuple Haïtien.

La liste électorale officielle comprenait 4, 712, 693 personnes ayant droit de vote. Selon les chiffres compilés, suite au scrutin, le total est de 1, 062, 089, soit 22,5% de l'ensemble de l'électorat. Ce vote se partage ainsi entre les candidats :

Martelly, le candidat de Washington, obtient 717 986 voix, soit 15.23% de l'électorat. Manigat, la seconde candidate, obtient : 336 747 voix, soit 7,14%. Autre sans candidat : 7356, soit 1,03%

Ce dont la presse retient, de même que les alliés de Martelly, ce n'est pas le faible taux de participation de l'électorat haïtien, mais le pourcentage obtenu par le gagnant sur sa plus proche adversaire. Ainsi, on dira que Martelly a gagné cette présidentielle avec 67,6% des votes alors que sa plus proche adversaire n'a recueilli que 31,7% de ces votes. Ce qui fera dire à Michael Jean, cette ex-journaliste de Radio-Canada : « Les résultats du Président Martelly sont enviables. Combien de politiciens, ailleurs, souhaiteraient avoir une majorité aussi clairement exprimée ? Maintenant, il faudra suivre de très près chacune de ses actions. Qui sera le prochain Premier Ministre ? Quelles seront les priorités de son mandat ? Et surtout, comment honorera-t-il cette grande confiance qui lui a été exprimée par cette élection ? »

Les amis de Radio-Canada s'y reconnaîtront. Cet enthousiasme se fonde sur les 67,6 % des votes obtenus des électeurs et électrices qui se sont rendus aux urnes, passant sous silence le pourcentage réel (15,23%) que ce vote représente par rapport à l'ensemble de l'électorat haïtien.

Pour illustrer cette distorsion des faits, prenons l'exemple d'Évo Morales qui a été élu Président de la Bolivie avec plus de 63% des votes émis aux urnes, donc moins de 4% du pourcentage obtenu par Martelly (67,6%). Si l'analyse s'arrêtait là la tromperie passerait inaperçue et les gens se réjouiraient, à l'exemple de Michael Jean, d'une aussi bonne performance, bref, la démocratie à son meilleur.

Mais la vérité devient toute autre à partir du moment où on mentionne qu'en Bolivie, le taux de participation de l'électorat a été de 93% et que celui d'Haïti que de 22,5%. Pour résumer, disons que les 67,6% ne portent que sur les 22,5% de l'électorat haïtien, soit 1,062 089 électeurs et électrices et non sur les 4 712 693 d'haïtiens et d'haïtiennes inscrites sur les listes. Plus de 77% de l'électorat ne se sont pas présentés aux urnes. Si nous prenions ces derniers chiffres en considération ce ne serait plus 67,5 % qu'il faudrait dire mais 15,23% de l'électorat haïtien.



De gauche à droite : Daniel Supplice, Bill Clinton et Martelly, le candidat de Washington, qui a obtenu 717 986 voix, soit 15.23% de l'électorat



Qui sera le prochain Premier Ministre ? Quelles seront les priorités de son mandat ?

Évo Morales, pour sa part a obtenu plus de 55% de tout son électorat, le plaçant loin en avant de Martelly (55% versus 15%). La différence est majeure et dans les deux cas, la démocratie est de nature fort différente. Le Président qui est élu par plus de 55% de son électorat est plus représentatif du peuple que celui qui est élu avec 15,23% de ce dernier.

Si pareille situation se présentait dans un ou l'autre des pays émergents de l'Amérique latine, que ce soit en Bolivie, au Venezuela ou en Équateur on n'hésiterait pas à réclamer de nouvelles élections, argumentant que la démocratie ne peut se fonder sur un si faible pourcentage de participation. Radio-Canada et bien d'autres seraient là pour illustrer noir sur blanc que le peuple ne peut être représenté par un Président élu qu'avec 15% de son électorat. Démocratie oblige. M. Jean-Michel Leprince et Jean-François Lépine nous illustreraient l'importance d'annuler une telle parodie d'élection et de recommencer le tout sous haute surveillance de la communauté internationale.

À se fier à ce qu'on voit, il en ressort que dans nos démocraties dirigées, l'important ce ne sont plus les électorats, mais les bonnes alliances. Le reste n'est plus qu'une question de « cuisine ». Les recomptages dureront le temps qu'il faudra, pourvu qu'ils permettent d'accommoder, autant faire se peut, ceux qui en tirent les ficelles.

Les rumeurs veulent que M. Martelly n'ait aucune majorité tant au Sénat qu'à la chambre des représentants. On verra bien où les tractations internes conduiront. Les moyens ne manqueront pas pour faciliter les alliances nécessaires.

Québec, le 21 avril 2011



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

Le coup d'État électoral de Michel Martelly !

Par Roger Annis

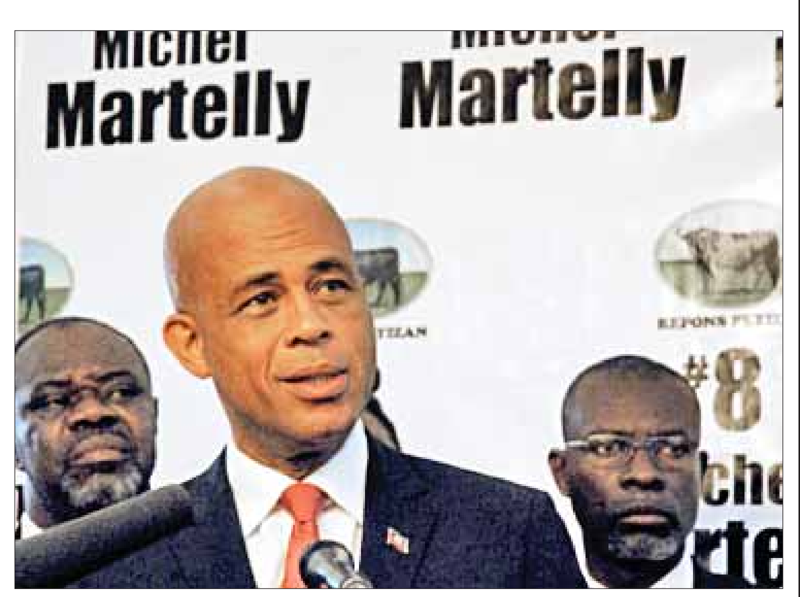
Haïti se retrouve aujourd'hui avec un néo-duvaliériste comme président élu, grâce à l'effort concerté de puissances étrangères pour continuer de contrecarrer les aspirations du peuple haïtien à la justice sociale.

Michel Martelly est étroitement associé à l'extrême-droite haïtienne qui a renversé des gouvernements élus à deux reprises (en 1991 et en 2004) [1]. Le 7 avril, il a déclaré à la radio anglaise de la SRC, dans le cadre de l'émission The Current, qu'Haïti *« avait pris la mauvaise direction au cours des 25 dernières années »*, ce qui correspond à la période de temps au cours de laquelle le peuple haïtien a tenté de surmonter l'héritage d'impunité, de dépendance et de sous-développement laissés par la tyrannie de Duvalier.

Martelly s›est engagé à reconstituer les tristement célèbres Forces armées d›Haïti (FADH) que l›ancien président Jean-Bertrand Aristide avait dissoutes en 1995 à cause de leur penchant prononcé pour les coups d›État et les nombreuses violations des droits de la personne. Anciens et futurs soldats s›entraînent déjà dans des camps un peu partout en Haïti et attendent leur appel au service [2].

Martelly a également déclaré que le développement économique et social d›Haïti repose sur la capacité de convaincre davantage d›investisseurs étrangers d›installer leurs ateliers ou leurs usines en Haïti, particulièrement des « sweatshops » (ateliers de misère).

L›élection à deux tours de scrutin qui l›a porté au pouvoir a été financée et inspirée par des puissances étrangères. Les Etats-Unis, le Canada et l›Europe ont payé au moins 29 millions de dollars pour la financer. Le vainqueur reconnaît que les coûts de sa campagne — un million de dollars pour le premier tour et 6 millions pour le deuxième — ont été



L'accession de Martelly au pouvoir constitue un coup d'État électoral. Il s'agit d'une conti-nuation des objectifs du coup paramilitaire de 2004, à savoir exclure le peuple haïtien de ses propres institutions politiques…

couverts en grande partie par des « amis » aux Etats-Unis. Il refuse cependant de dire qui ils sont [3].

Sa campagne a été menée par la même firme de relations publiques espagnole — Osto & Sola — qui a pris en charge l›élection victorieuse, bien que frauduleuse, de Felipe Calderon à la présidence du Mexique en 2006.

L›élection haïtienne a été un processus d›exclusion politique. En effet, le plus gros parti politique d›Haïti, Fanmi Lavalas, a été arbitrairement exclu du scrutin par le Conseil électoral provisoire (CEP), formé de manière non constitutionnelle. Elle a aussi été une vaste manœuvre pour priver la plupart de l›électorat haïtien de son droit de vote. L›inscription des électeurs était partielle lors du premier tour de scrutin, le 28 novembre 2010. Aucune inscription supplémentaire n›a été autorisée pour le deuxième tour de scrutin du 20 mars 2011. Le scrutin a été marqué par la fraude et les irrégularités, non seulement au cours du premier tour, mais également lors du second.

Le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations Unies pour Haïti, Nigel Fisher, a exprimé la satisfaction du Conseil de sécurité concernant le résultat de l›élection lorsqu›il s›est adressé à la SRC de Vancouver le 5 avril dernier. Tout en reconnaissant qu›il y avait eu « pas mal de fraudes » lors du scrutin du 28 novembre, il a déclaré que tout était oublié lors du second tour.

La preuve la plus accablante du manque de légitimité de cette élection est son taux de participation exceptionnellement bas. Les résultats préliminaires du CEP, dévoilés le 4 avril, font état d›un autre taux record de faible participation au scrutin du 20 mars, à peu près égal au taux de participation de 23 % enregistré le 28 novembre. Selon le Center for Economic Policy Research de Washington, DC, il s›agit là des taux de participation à une élection présidentielle dans l›hémisphère occidental les plus bas depuis au moins 1945.

Beaucoup de médias à travers le monde ont fait volte-face de manière étonnante dans leur couverture de ces événements. Alors que le premier tour de scrutin avait été présenté, à juste titre, comme étant profondément et irrémédiablement frauduleux, le second tour est devenu, comme par magie, acceptable pour les médias et les gouvernements nord-américains et européens. Il n›était cependant pas acceptable pour le CEP qui est juridiquement « l›arbitre final » de toutes les élections haïtiennes. Seuls quatre de ses membres, et non pas la majorité requise de cinq membres, ont voté en faveur de la tenue d›un second tour de scrutin.

Ce qui est encore plus important, c›est que Michel Martelly a été imposé au CEP par l'OEA et par Washington en tant que second candidat face à la favorite du premier tour, Mirlande Manigat. Les calculs du CEP avaient pourtant démontré que Jude Célestin, le candidat du parti Unité du président René Préval, s›était classé deuxième lors du premier tour de scrutin.

Le quotidien canadien ayant le plus fort tirage, le Toronto Star, a publié un éditorial le 30 novembre 2010, dénonçant le premier tour de scrutin comme étant une « fraude » et affirmant que l›exercice au complet devait être refait à une date ultérieure [4]. Des journalistes de Radio-Canada sur le terrain en Haïti ont qualifié le vote de « simulacre » ou de « fraude complète ».

Martelly lui-même a qualifié le premier tour de « fraude » et, conjointement avec 13 autres candidats, a demandé le 28 novembre dernier que l›élection soit annulée… pour faire marche arrière dès le lendemain quand Edmond Mulet, le chef de la force d›occupation militaire du Conseil de sécurité en Haïti, l›a contacté par téléphone pour lui dire qu›il pourrait l›avoir gagné.

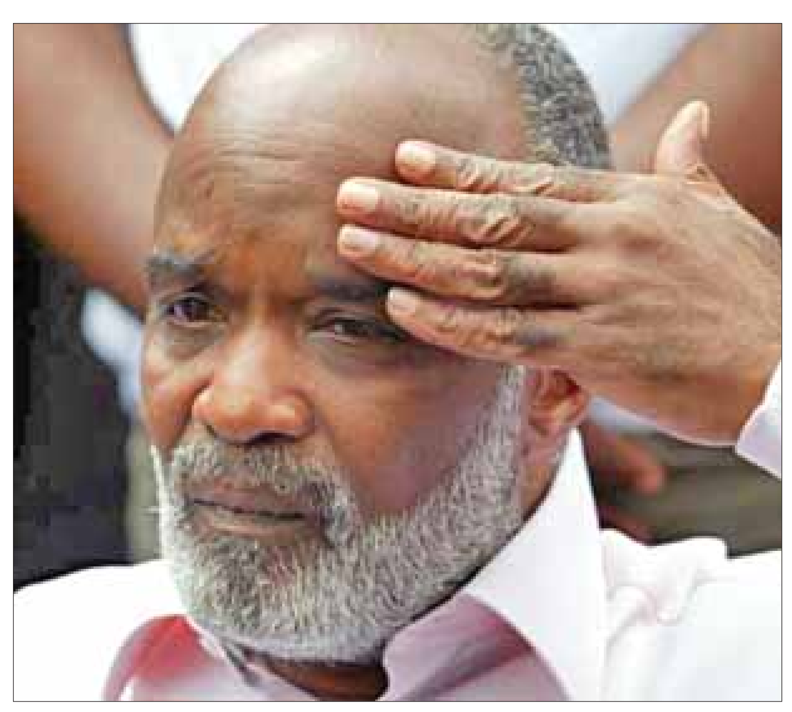
Le 9 avril, un éditorial du Star accueillait la « sélection » de Martelly en disant : « L›élection de l›outsider politique Michel Martelly à la présidence d›Haïti est le premier signe depuis plusieurs mois que la nation appauvrie a encore une chance de se reconstruire… »

Dans l›entrevue déjà mentionnée de la SCR avec Martelly [5], l›animatrice Anna Maria Tremonti lui a lancé une question oiseuse après l›autre. Martelly a aisément répondu par de vagues généralités sur ce qu›il a l›intention de faire pour Haïti.

Suite à la page (18)



Préval et Dorsinvil, jusqu'au bout de la patience du peuple



Le Président René Préval prouve qu'il croit toujours dans son rêve le plus fou et qu'il caresse depuis : devenir Premier ministre en sortant du Palais national

Par Catherine Charlemagne

Incorrigibles Préval et son ami Dorsinvil ! Jusqu'au bout, ils tiennent à traîner dans la boue toute une nation. Ne reculant devant rien, même le ridicule, ces deux larrons pensent prendre tout le monde pour des imbéciles. La théorie du qui perd gagne a été mise au point spécialement pour eux et de fait, ils en abusent jusqu'à la nausée. Qu'attendaient-ils donc après la publication de leur propre résultat définitif, découlant du scrutin du 20 mars dernier ? Que la population applaudisse des deux mais leur grossièreté.

C'est à se demander si celui qui est toujours le chef de l'État jusqu'au 14 mai, ne cherche pas dans la pure tradition de ses prédécesseurs à créer le chaos dans un pays marchant déjà sur le fil du rasoir. En voulant s'accaparer, comme d'habitude, tentons-nous de dire, la totalité des élus en tout cas la majorité absolue pour son curieux parti *Inité* dans les deux Chambres du Parlement, le Président René Préval prouve qu'il croit toujours dans son rêve le plus fou et qu'il caresse depuis : devenir Premier ministre en sortant du Palais national. Ce vieux rêve, tout le monde pensait qu'il n'y croyait plus. Et pour cause.

Après la Bérézina de son parti à la présidentielle de novembre 2010, l'on pensait qu'il voulait partir se reposer en paix dans sa villa cossue sur les hauteurs de Laboule. Finalement, c'est plus fort que lui. La volonté de nuire et de jouer à la provocation, quitte à pousser la population jusqu'au bout de sa patience, demeure intacte. Sinon comment expliquer ce comportement irresponsable, voire suicidaire en tant que Président de la République arrivant au terme de son mandat. Le résultat préliminaire qui est déjà une anomalie institutionnelle pour un pays sans passé démocratique, a été plus ou moins accepté par la majorité de la population. Certains s'attendaient au pire.

Mais bon, dans certains milieux l'on disait que le résultat reflétait le choix des votants, même si, c'est un million d'électeurs sur plus de trois millions inscrits qui ont pris part à cette loterie nationale. Tout compte fait, en guise de manifestations violentes l'on a eu droit à des explosions de joie un peu partout à travers le pays à l'inverse de ce qui s'était passé pour le premier tour. Là, il semble qu'on avait respecté surtout la volonté de la Communauté internationale et comme par magie tout s'est bien déroulé. Le chanteur a bel et bien été confirmé après sa nomination du premier tour. Tous les partis politiques avaient quelques élus et certains en ballotages. Et enfin *Inité*, le parti du pouvoir, qui avait le plus de candidats était logiquement arrivé en tête.

Avec ce scénario réglé comme du papier à musique tout le monde trouvait son compte. En principe cela devrait être confirmé par le résultat définitif même après la période de contestation. Mais cela aurait été trop beau pour être vrai, surtout quand on a affaire avec des gens dont l'ambition les rend aveugles et de fait les pousse au crime. Et du coup, en voulant tout avoir, ils risquent de tout perdre. Dans cette situation de fraude grossière, avérée et inacceptable, nous sommes dans le spectre du 28 novembre 2010 ou le syndrome de Jude Célestin. Le Président René Préval voulait être le Poutine antillais en souhaitant transformer son rêve en réalité. Mais l'échec cuisant de sa créature, Jude Célestin, l'a privé une première fois du poste de Premier ministre. Mais tout n'était pas perdu.

N'oublions pas, en politique rien n'est jamais joué à l'avance et rien n'est perdu tant qu'on est encore dans l'arène. Le rêveur avait encore toutes ses chances de revenir dans la course après les cent (100) premiers jours de la présidence de Michel Martelly. Puisque d'après le scénario qui se dessinait au Parlement, selon toute logique, s'il n'y avait pas cette volonté de tout

Suite à la page (18)

Cité Soleil:

Man Charges Police Chief Made Him Drink Diesel-Laced Sewage

By Kim Ives

Every day, the Varreux electrical power station discharges hundreds of gallons of foul-smelling diesel fuel into the drainage canals that run through the giant slum of Cité Soleil, which sits right across Route Nationale #1.

The fuel mixes with the garbage and sewage clogging the canals, which have not been cleaned by the government since 2003.

"*The stench of the petroleum discharge makes us all feel sick, and especially children fall ill from it,*" explained Wilson St. Val, a local community activist who helps run an orphanage in the Boston quadrant of the Cité. "*It flows out into the bay where it poisons the fish, which are fewer because of it. Fish that we catch often taste like diesel fuel.*"

On April 18, Division Inspector Rosemond Aristide, the chief of Cité Soleil's police station, forced a 25-year-old furniture maker to drink water from one of the putrid canals, the victim charged the next day in a Cité Soleil court.

"*Yesterday morning around 9 a.m., as I was sitting with some older people drinking together... Inspector Rosemond Aristide called me to come to him,*" wrote Charly Levéus in a formal complaint filed with local Justice of the Peace Evens Levêque. "*I went to him. When I got there, he took me by the collar and beat me a lot... After that, he made me get out of the car he was driving and ordered me to drink the water in the canal and to wet my head with this stinking water.*"

In the course of the beating, Rosemond Aristide tore Levéus's shirt, broke his bead necklace, and smashed his sunglasses, Levéus said. The victim showed *Haïti Liberté*'s reporter the torn shirt and broken necklace and sunglasses.


Kim Ives/Haïti Liberté

Charly Levéus wears the shirt he says an infamous police chief ripped and the necklace and sunglasses he broke. The cop then allegedly forced him to kneel down and drink toxic sewage from a drainage ditch

Haïti Liberté reached Inspector Aristide by telephone to ask about the charges. "*I do not know anything about this incident,*" Rosemond Aristide said about Levéus's story. "*I do not know who that man is. I know nothing about this incident you are asking about.*"

Having gone public about the incident, Levéus, who lives in the Boston neighborhood, now fears for his life. "*Inspector Aristide said he would kill me if I spoke out about what he did to me,*" he said. "*But his abuse of authority was so terrible – making me drink toxic water and splash it over my head – that I could not remain silent.*"

Many other young men whom *Haïti Liberté* interviewed in Cité Soleil said that Inspector Aristide is abusive, violent, and arbitrary. "*He often is brutal with the poor people here in Cité Soleil, young and old, treating us with complete contempt,*" said Julio Joseph, a 28 year old battery hawker.

"*Rosemond Aristide is very often condemned by the population for violence against many people in Cité Soleil,,*" explained Evel Fanfan, a prominent human rights lawyer with the Association of University Students Committed to a Haiti with Rights (AUMOHD), who has many cases in the slum and once represented a group which filed a complaint against the police chief. "*There are many cases where Rosemond is accused of illegal and arbitrary arrests and of beatings. There are tons of cases against Rosemond, in fact.*"

Inspector Aristide is allegedly assisted in his repression by a certain *attaché*, as plainclothes policemen are called, named "*Willio.*" Many of Cité Soleil's young men said that they believe Willio is Inspector Aristide's cousin or brother-in-law.

Inspector Rosemond Aristide was stationed in Cité Soleil in 2006 after President René Préval came to power, Cité Soleil residents say.



Haiti and the International Aid Scam

By Mark Weisbrot

This article was originally published in The Guardian (UK)

Corruption takes many forms, and if the United States seems like it has less of it than many developing countries, this is partly because we have legalized so much of it. Election campaign contributions are only the most costly and debilitating form: a legalized bribery that, for example, gives the pharmaceutical and insurance companies a veto over healthcare policy and generally hollows out our limited form of democracy.

This legalization of corruption reached a new milestone last December when one Lewis Lucke, a long-time US Agency for International Development (USAID) official turned influence-peddler, sued a consortium of firms operating in Haiti for $492,000, for breach of contract. As Lucke would have it (sorry!), he was promised $30,000 a month, plus incentives, to use his influence to secure contracts for these nice fellas. He got them $20m worth of contracts, but they cut him off after two months. The defendants in the case are Ashbritt, a US contractor with a questionable track record, and the GB Group, one of the largest Haitian conglomerates. Together, they formed the Haiti Recovery Group, which they incorporated in the Cayman Islands, to bid on reconstruction contracts.

Lucke was well-positioned for the job, having formerly been in charge of the multibillion dollar reconstruction effort in Haiti for the US government. (He was also previously the USAID Iraq mission director; we know how that reconstruction turned out.) His lawsuit states that when he worked for USAID, "*He met with Haitian officials, former United States Presidents Bill Clinton and George W Bush, the state department, World Bank, and other participants …*" He was then hired by Ashbritt to, among other things, make "*strategic introductions to key stakeholders, organizers and brokers of Haitian recovery efforts …*" Bill Clinton and George W Bush established the Clinton-Bush Haiti Fund to help Haiti "*build back better,*" and Clinton is co-chair of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), which has met about six times since the earthquake, and has been widely criticized for its lack of Haitian representation in decision-making.

And then there's the World Bank, which has spent many years complaining about corruption in developing countries, often using it as a convenient excuse for its decades of failed policies. Lucke scored big with the bank, landing a $10m contract for his clients. (The ingrates!) The other $10m contract was with the Haitian government.

Politicians here are quick to blame the Haitians for the lack of progress since the earthquake, and corruption is often assumed to be exclusively a Haitian problem. But it is clear that some of it comes from outside. Maybe a lot.

For example, influence-peddling might help to explain why not a single US government contract for Haiti's reconstruction in the last five months has gone to a Haitian company. In fact, out of $194m awarded since the earthquake, just $4.8m, or 2.5% of the total, has gone to Haitian companies. USAID has given out $33.5m, none of which has gone to a Haitian company; some 92% of USAID's contracts have gone to Beltway (Washington, DC, Maryland and Virginia) contractors. Now, isn't that a geographical oddity? About 15.5% of contracts in January 2010 were "no bid", which presumably could be justified because of the urgency; however, this proportion has increased to 42.5% over the last five months.

Nassim Nicholas Taleb, author of The Black Swan, has pointed out how legalized corruption affects policy in the United States, and has compared it to bribery in African countries, often with delayed payments. The former Clinton treasury secretary and top economic adviser to Obama, Larry Summers, pulled down $5.2m from a Wall Street hedge fund for part-time work, along with hundreds of thousands of dollars from financial giants, including Goldman Sachs. One has to wonder whether this influenced his decision-making in the Obama White House, which often seemed to go against his prior academic writings, his columns in the Financial Times, or even what he has said since he left office.

I think I'd rather have some of the poorer countries' corrupt practices that don't have so much influence on policy – like paying a bribe to get my passport renewed – than the ones that give us 25 million people unemployed, underemployed or having dropped out of the labor force. Unfortunately, though, our corruption is an even bigger problem for the Haitians, who are desperately poor and can afford it much less. As a result of two centuries of foreign intervention, which has caused more damage than the earthquake, including the overthrow of two democratically elected governments in the past two decades, Haiti has been reduced to dependency on foreign aid.

This week, 53 members of Congress, including Democratic leaders such as Eliot Engel and Steny Hoyer, sent a letter to the Obama administration lamenting the "*appalling conditions*" that continue to prevail in tent camps and calling on organisations receiving US funding to "*demonstrate that they are making concrete progress in the camps.*" It's time for the so-called international community to clean up its act.



L'ÉCOLOGIE DE MARCHÉ: L'APPROCHE NÉO-LIBÉRALE DE LA NATURE



Les émissions de CO2 étant limitées par la loi, les permis d'émissions devie l'objet d'un marché

Par Ana Luisa Teixera

Cet article d'Ana Luisa Teixeira, membre d'Action solidarité tiers monde (ASTM) au Luxembourg, a été publié dans la revue Brennpunkt Drëtt Welt n° 261 (février 2011). L'auteure y dénonce la marchandisation d'une initiative, devant à l'origine servir à lutter contre le réchauffement climatique. Ce texte constitue ainsi un contrepoint à ceux publiés précédemment autour du projet autrement novateur que constitue l'ITT en Équateur [1].

Depuis Kyoto, nous assistons à une marchandisation des ressources naturelles : c'est l'extension du modèle néo-libéral aux solutions du changement climatique. Le carbone, étant une marchandise en plus, fait partie d'un jeu spéculatif des marchés financiers qui génèrent une augmentation des bénéfices des multinationales, des banques et des cabinets d'audit et de conseil. Mais l'objectif de Kyoto n'était-il pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Avec Cancún, on n'a fait qu'avancer dans l'approche de l'écologie, conciliée à l'économie de marché.

Le Protocole de Kyoto a sans doute marqué un virage dans l'histoire du combat contre le changement climatique. La notion de « responsabilité commune mais différenciée » a été reconnue, ainsi qu'une certaine reconnaissance d'une « dette écologique » envers les pays en voie de développement (PVD). L'idée semblait vertueuse, mais elle a aussi ouvert des nouvelles possibilités pour poursuivre le pillage des ressources naturelles. Sur pression de certains pays, surtout des États-Unis, un système d'échange de droits d'émissions a été mis en place. En 1999, la Banque Mondiale lance le premier fonds carbone, le Prototype Carbon Fund, conçu par Goldman Sachs et Enron.

Si par après les États-Unis n'ont jamais ratifié le Protocole, ils se sont toutefois appliqués à organiser un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, le Chicago Climate Exchange (CCX). Ses statuts ont été rédigés en 2003 par Barack Obama, l'appel public aux investisseurs fut lancé par Al Gore et David Blood, l'ancien directeur de la banque Goldman Sachs qui détient 10% du CCX. Dans le Conseil d'administration nous trouvons entre autres l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan ou James Wolfenson, président de la Banque mondiale entre 1995 et 2005.

Mais c'est seulement avec l'entrée en vigueur du Protocole en 2005, que le développement du marché carbone s'est accéléré, représentant fin 2009 un montant de 144 milliards de dollars.

Le marché de la compensation et ceux qui profitent

Dans ce marché, industries, États ou banques sont sur un pied d'égalité. Ceux qui n'arrivent pas à couvrir leur seuil de réduction d'émissions peuvent s'acquitter en partie de leurs obligations en achetant des crédits générés par un système qui permet de continuer à émettre du carbone à un endroit, à condition de réduire les émissions ailleurs – la compensation (« offsets » en anglais). Ce type de crédit peut être obtenu par le biais de deux mécanismes mis en place par le Protocole, la Mise en œuvre conjointe (MOC, ou Joint Implementation en anglais) et le Mécanisme de développement propre (MDP, CDM en anglais). Le premier finance des projets situés dans les pays qui doivent réaliser des objectifs de réduction, en Russie et dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le deuxième régule des projets dans des pays sans aucune obligation de réduction, les pays en voie de développement, où les coûts sont souvent plus faibles.

En principe, les vendeurs de crédits carbones des CDM (projets qui génèrent les crédits carbones) devraient être des entités locales d'énergie renouvelable, ou d'autres acteurs qui pourraient aider le Sud à devenir moins dépendant des combustibles fossiles. Mais tout cela ne semble pas être réalisable ; les coûts de transaction et les exigences de la négociation politique, l'évaluation, le système des contrats, l'investissement et la régulation ont donné comme résultat que les bénéficiaires ne sont finalement pas les communautés locales, mais les grandes multinationales comme Jindal Vijayanagar Steel en Inde ou Votorantim au Brésil. Quant au continent africain, il n'attire que très peu d'investissements, 148 projets CDM fin 2010, contre 4448 en Asie et 898 en Amérique latine [2].

L'approbation des projets CDM étant un processus très complexe et technique, les initiateurs de projets doivent faire appel à une aide extérieure, c'est-à-dire à des consultants spécialisés. Le plus grand d'entre eux est la société EcoSecurities [3], qui compte 320 projets développés à la fin 2010, suivi d'une entreprise chinoise avec 174 projets et PricewaterhouseCoopers avec 118. En ce qui concerne les achats de crédits dans des projets CDM, EcoSecurities vient aussi en premier (293 projets) et EDF en troisième place avec 134 projets [4]. Il est aussi évident que les investissements s'articulent autour des technologies du Nord, sous-estimant ainsi l'importance de l'échange de technologies basées sur l'innovation au Sud.

L'enjeu pour ces acteurs n'est sûrement pas de tenir compte de comment et où les réductions d'émission sont réalisées, car le but d'un marché est toujours de maximiser le rapport coût/efficacité. Les banquiers, les gestionnaires de fonds spéculatifs et les ministères publics ignorent souvent (volontairement ou non) la complexité des aspects politiques, biologiques et physiques des sites de barrages hydroélectriques ou de parcs éoliens dans des PVD, ainsi que des contextes sociaux et technologiques.

Ce système, déjà surnommé mécanisme de développement d'une « conscience » propre, a créé l'illusion que les effets sur le climat d'une activité émettrice de gaz à effet de serre sont neutralisés par l'achat de ce type de crédit. Surtout il détourne l'attention des investissements à long terme et de la restructuration nécessaire pour accélérer l'abandon progressif des combustibles fossiles, en favorisant des solutions provisoires dispersées qui ne feront que retarder les changements structurels et comportementaux, requis dans les pays industrialisés.

Le marché des permis d'émission (ou les « droits de polluer »)

Pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre du Protocole, l'Union européenne a mis en place l'EU-ETS (European Union - Emission Trading System)



Une nouvelle bulle financière est née, totalement fictive, basée sur un gaz...le marché du CO2



Le carbone, étant une marchandise en plus, fait partie d'un jeu spéculatif des marchés financiers qui génèrent une augmentation des bénéfices des multinationales, des banques et des cabinets d'audit et de conseil

Les Excl un Fou tota



De gauche à droite : Thierry Lombard, associé principal de la Banque Lombard Odier Darier Hentsch, Al Gore et David Blood chef de la direction de Generation Investment Management



La face cachée d'Obama et de Gore. Ce dernier qui exl à moins polluer, est Vice-président de la société ACIPC matériel pour compagnies pétrolières comme GloriOil, do membre du comité consultatif...





Le marché du carbone ne fait que compromettre encore plus la stabilité et la capacité de la T sociétés humaines



ennent des produits financiers et font

qui repose sur des contraintes (le plafonnement) imposées aux industriels qui libèrent le plus d'émissions. Une entreprise qui dépasse son quota doit acheter des « permis de polluer » correspondant aux tonnes de CO2 qu'elle a émis en trop. Inversement, une entreprise qui ne dépasse pas son plafond d'émissions, dispose d'un surplus de « permis de polluer ». Elle peut alors les revendre pour un profit immédiat, les confier à un fonds spéculatif et gagner des intérêts ou attendre que le prix du carbone grimpe pour les revendre postérieurement. Les gagnants sont surtout les compagnies qui ont une production intensive en énergie et à qui les États ont accordé des quotas très généreux, par crainte de perte de compétitivité industrielle. Par exemple entre 2005 et 2008, ArcelorMittal a reçu plus de permis que nécessaire pour couvrir ses opérations, ce qui lui a valu un profit estimé à 2 milliards d'euros.

L'EU-ETS est très peu réglementé et permet à des entités de courtage, des banques d'investissement et d'autres acteurs financiers d'acheter et de vendre des permis même s'ils ne sont pas couverts par le plafonnement. Mais, il s'est rapidement imposé comme le principal marché du carbone au monde et constitue la principale source de financement des projets liés au Protocole.



statuts du Chicago Climate hange ont été rédigés par administrateur de la Joyce ndation, un juriste alors lement inconnu du grand public, Barack Obama

L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (à gauche) et James Wolfenson, président de la Banque mondiale entre 1995 et 2005



horte la planète CO, fabricant de ont Pachauri est



Le Chicago Climate Exchange, premier système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre au monde. Goldman Sachs (3,44 milliards de dollars de profits pour le seul second trimestre 2009) et le GIM d'Al Gore en sont d'importants actionnaires



Terre à maintenir un climat qui favorise la vie et les

Les stratégies des financiers et l'opacité à la luxembourgeoise

La grande majorité des ventes du marché carbone ne peuvent être que spéculatives et risquées, car de nombreux projets sont mis sur le marché en vendant à l'avance les crédits qu'ils sont supposés générer, avant que la réduction des émissions ait été réalisée. Les projets ont besoin d'un financement en amont, mais il y a toujours la possibilité qu'ils ne génèrent pas le volume prévu de crédits. Pour gérer ce risque, les financiers utilisent déjà différentes stratégies. En novembre 2008, le Crédit suisse, en joint-venture avec EcoSecurities, a été la première banque à lancer un « produit carbone structuré ». Elle a regroupé des crédits carbone de 25 projets de compensation différents, à des étapes diverses d'approbation CDM, situés dans 3 pays et développés par 5 auteurs de projets. L'ensemble de crédits de projets a ensuite été scindé en trois tranches représentant différents niveaux de risque [5]. Cet arrangement permet aux investisseurs de choisir le niveau de risque qu'ils veulent prendre, ainsi que de rendre les projets de compensation douteux plus acceptables pour les acheteurs. Le Prototype Carbon Fund de la Banque mondiale a déjà proposé un service similaire, en regroupant des projets controversés, comme le projet de plantation d'arbres Plantar au Brésil, avec des projets moins controversés [6].

Une autre stratégie très courante consiste à vendre des crédits « guaranteed delivery » [7]. Cela signifie que le vendeur (souvent le gestionnaire du fond) paye la différence si le projet de Mécanisme de développement propre (MDP) sous-jacent ne fournit pas le nombre de crédits promis. Cette promesse, en particulier si elle est faite par une institution financière bien capitalisée, rend les crédits de compensation garantis plus coûteux que ceux qui ne sont pas garantis. Mais, comme les dispositions de contrats d'investissement sont rarement rendues publiques, nous pouvons nous questionner sur ce qui est arrivé au projet Timarpur Waste Management Company. Le gouvernement luxembourgeois finançait ce projet via sa participation au Asia Pacific Carbon Fund (APCF), à hauteur d'un montant de 15 millions de dollars, géré par l'Asian Development Bank (ADB) [8]. Selon la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC en anglais), le projet aurait dû commencer à délivrer des crédits depuis avril 2009, alors que la construction de la centrale de déchets à Delhi en Inde devrait se finaliser seulement fin 2012. Pour une raison inconnue, le gestionnaire du fonds a décidé de se retirer du projet en mai 2010, sans que notre gouvernement sache les raisons. Pas d'explication non plus sur la plus grande base de données du marché carbone, le Carbon Market Data et encore moins dans les sources habituelles du fonds en question, ce qui vient soutenir un rapport d'évaluation réalisé par l'un des départements de l'Asian Development Bank et qui confirme le manque de données dans les transactions, ainsi que sur l'impact social et environnemental des projets financés par ce type de fonds [9]. Mais selon notre partenaire indien Chintan, le projet Timarpur n'aura jamais lieu.

Notons aussi que l'Asia Pacific Carbon Fund (APCF) est un fonds public, où plusieurs États participent à un montant d'investissement différent. Les gouvernements suisses (par le biais de la Climate Cent Foundation) et suédois, décident eux-mêmes des projets pour lesquels ils veulent acquérir des crédits, alors que notre gouvernement a préféré se limiter aux décisions des « carbon managers », ce qui est très convenable au moment de se justifier. Alors, sur quoi se base-t-on dans la sélection des projets ? Comment peut-on s'assurer que les projets au titre du Mécanisme de développement propre (MDP) correspondent aux besoins réels des pays d'hôtes ? Est-ce que les projets comportent des indicateurs sociaux, comme le degré de qualifications nécessaires pour les emplois, le caractère temporaire ou permanent du travail ou la sécurité d'emploi ? En tant que contribuables, comment pouvons- nous juger si la transparence ne fait pas partie du jeu ? Tant d'interrogations pour un constat certain : le rôle d'un gestionnaire de fonds sera toujours d'assurer la meilleure rentabilité et le meilleur prix possible pour les crédits, même si cela entraîne des dégâts sociaux ou environnementaux.

Le rôle des banques multilatérales

Nous assistons donc à une véritable consolidation d'un marché qui ne se traduit plus par des transactions simples entre deux parties. Sa méthode préférentielle est le marché gré à gré (« over the counter » en anglais) qui en 2009 a effectué 53% des transactions (environ 7,1 milliards de dollars) [10]. Ce marché étant moins standardisé et avec un manque de structure formelle pour le suivi des prix et des volumes échangés, il offre aussi l'avantage d'éviter l'obligation de marge et les coûts impliqués par les transactions boursières. Ces opérations sont considérées comme moins transparentes et plus risquées, mais malheureusement semblent être la tendance choisie par les banques multilatérales de développement, qui ont comme mandat, n'oublions pas, la réduction de la pauvreté. En 2006, l'Asian Development Bank dans sa « Carbon Market Initiative » a lancé 40 Private Equity Funds [11] dont la plupart domiciliés dans les îles Cayman, placées en 4e position dans le classement mondial en matière d'opacité réalisé par Tax Justice Network. Il n'est donc pas étonnant que les détails des transactions ne soient pas publiés...

Les stratégies qui sont utilisées par les banques multilatérales autour du marché carbone ressemblent à celles qui sont utilisées pour mettre en place les politiques d'ajustement structurel dans les PVD : le renforcement du secteur privé et la mise en place d'une architecture institutionnelle nationale qui permet l'application des priorités identifiées depuis le secteur bancaire. Notons dans ce contexte que le pourcentage des employés de la Banque mondiale provenant d'institutions du secteur financier est de 50%, contre 8% pour des experts en développement [12].

Mais, c'est cette institution qui par l'Accord de Cancún deviendra la responsable de la création de nouveaux marchés de quotas (au Chili, au Mexique, en Chine et en Indonésie) et de l'administration du Green Climate Fund, qui financera les mesures d'adaptation et où devrait confluer une grande partie des apports des pays industrialisés d'un montant de 100 milliards de dollars jusqu'en 2020. La Banque est aussi le leader dans le financement de projets émetteurs de gaz à effet de serre [13]. En moyenne elle finance 4 fois plus ce type de projet que des projets d'énergie renouvelable et elle a augmenté ses financements dans des énergies fossiles de 102% contre seulement 11% dans des énergies vertes, ce qui représente des engagements de 20 à 40 ans [14].

La Banque mondiale semble vouloir ignorer que les défis environnementaux sont des défis de développement tant au plan mondial qu'au plan national et que tous les efforts pour réduire la pauvreté sont menacés par le changement climatique. Les pays du Sud sont et seront frappés de manière disproportionnée, alors qu'ils ne sont pas les principaux responsables. Les pays industrialisés, du fait de leur responsabilité historique dans l'émission de gaz à effet de serre et de leur capacité à financer, doivent réparer cette injustice et assumer leurs responsabilités. Mais ce ne sont pas des nouveaux marchés aux services des écosystèmes qu'il faut consolider, mais plutôt une restructuration du commerce, des finances et de la consommation.

L'information et la responsabilisation de nos responsables politiques, mais aussi des entreprises et des citoyens, au Nord comme au Sud, doit être mise en avant. Le marché carbone s'est surtout constitué autour d'un jargon imprécis, technique et confus, qui limite largement la compréhension générale mais qui peut être très efficace quand on veut supprimer la discussion publique et bloquer le consensus international.

L'histoire a déjà vu la commercialisation de la nourriture, des forêts, de l'eau ainsi que des gènes. Le marché du carbone ne fait que suivre les pas de cet héritage et compromettre encore plus la stabilité et la capacité de la Terre à maintenir un climat qui favorise la vie et les sociétés humaines, ce dont au final nous tous sortirons perdants.

Les similarités entre le marché de carbone et les subprimes

Certains analystes et ONG (Les Amis de la Terre, ATTAC ou même Al Gore) ont montré les similarités entre le marché carbone et les dérivés de subprimes :

- La détermination du risque du projet et des liquidités sur le marché des permis peut être difficile pour les acheteurs de crédits de compensation.

- Le marché est très peu régulé et opaque.

- Les opérations financières qui masquent les risques : les développeurs de projets (entreprises qui se spécialisent dans le financement de projets de compensation) comme EcoSecurities, qui font équipe avec des banques d'investissement ayant beaucoup plus de capital pour offrir des garanties, qui regroupent les futurs crédits de compensation de plusieurs types de projet et emplacements différents, répartissant ainsi les risques.

- On estime qu'un grand volume de quotas sera reporté en Phase III du EU-ETS surtout à cause de la sur allocation en Phase I et II et du déclin économique depuis 2008, les entreprises pourraient accumuler jusqu'à 700 millions de permis excédentaires en Phase II – l'équivalent de 14 fois la réduction de gaz à effet de serre réclamée par l'UE en 2008.

- Le problème d'évaluation associé à toute compensation carbone : comment peut-on effectuer une évaluation crédible d'un « produit imaginaire » généré « en soustrayant ce que l'on espère qu'il se passera de ce que l'on affirme qu'il se serait passé ? » (Dan Welch) [15].

Notes

[1] Voir DIAL 3075 - « ÉQUATEUR - Le projet ITT : entre transformation du modèle économique et construction d'une autre société. Entretien avec Alberto Acosta » et DIAL 3139 - « ÉQUATEUR - La mise en œuvre de l'Initiative Yasuní-ITT : entretien avec María Fernanda Espinosa ».

[2] Données de décembre 2010 sur http://cdmpipeline.org/, seule compilation des projets MDP mise à jour mensuellement.

[3] Récemment rachetée par Carbon Acquisition Company Ltd, filiale indirecte et propriété à 100% de JP Morgan Chase.

[4] http://cdmpipeline.org/.

[5] Cf. Trading Carbon : Why It Works And Why It's Controversial, FERN.

[6] Voir les paragraphes sur les similarités avec les subprimes à la fin de l'article.

[7] « Livraison garantie », en français – note DIAL.

[8] Depuis 2003, le Luxembourg est le 9e actionnaire non régional de l'ADB, sa contribution est faite à travers le budget de l'Aide publique au développement (APD), un montant souscrit de 186,36 millions de dollars fin 2008 distribués entre le Trust Fund for Financial Sector Development et le Cambodia TA for Payments and Securities Settlement System.

[9] Operations Evaluation Département, Asian Developement Bank, « Private Equity Fund Operations, Special Evaluation Study », juillet 2008, page 95.

[10] Banque mondiale, States and Trends of the Carbon Market 2010, page 9.

[11] Fonds d'investissement entrant dans le capital de sociétés non côtées en Bourse pour en retirer un rendement rapide.

[12] World Rainforest Mouvement, [NO REDD-http://noredd.makenoise.org/], Khadija Sharife. REDD est l'acronyme de Reducing emissions from deforestation and forest degradation (« Réduire les émissions de CO2 provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts », en français). C'est le nom d'une initiative internationale lancée en 2008 et coordonnée par l'ONU – complément de note DIAL.

[13] Heike Mainhardt-Gibbs, expert en politique d'emprunt des Institutions financières internationales (IFI), changement climatique et industries d'extraction, CNCD, Eurodad et CONCORD.

[14] Idem.

[15] Voir http://www.togetherworks.org.uk/ind....

Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3146.

Source (français) : revue Brennpunkt Drëtt Welt, n° 261, février 2011

Dial 9 avril 2011

Rapport Central au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba

2ème Partie



Le chef de l'Etat cubain Raul Castro (à droite), âgé de 79 ans, a été élu mardi au poste de Premier secrétaire du Parti communiste cubain en remplacement de son frère aîné Fidel

Compañeras et compañeros, nous devons être alertes, mettre les pieds et les oreilles sur terre et lorsqu'un problème pratique se présentera dans un domaine ou endroit quelconques, les cadres aux différents niveaux devront agir avec promptitude et intentionnalité, et ne doivent pas laisser sa solution au temps, car nous savons pour notre propre expérience que la seule chose qui va se passer est que le problème va se compliquer encore plus.

De la même manière, nous devons cultiver et préserver sans cesse l'interrelation avec les masses débarrassée de tout formalisme, pour avoir une rétro alimentation efficace sur leurs soucis et insatisfactions et que ce soit précisément elles qui nous indiquent le rythme des changements que l'on doit introduire.

L'attention aux incompréhensions récentes, associées à la réorganisation de certains services de base, prouve que lorsque le Parti et le gouvernent, chacun en remplissant son rôle, avec des méthodes et styles différents, agissent avec promptitude et harmonie pour s'occuper des préoccupations de la population et quand ils raisonnent avec elle avec clarté et simplicité, on obtient le soutien à la mesure et la confiance du peuple vis-à-vis de ses dirigeants est encouragée.

Pour aboutir à ce résultat, la presse cubaine, dans ses différents formats, est appelée à jouer un rôle décisif dans l'éclaircissement et la diffusion objective, constante et critique de la marche de la mise à jour du Modèle Économique. Par conséquent, grâce à des articles et à des travaux sagaces et concrets, dans un langage accessible à tous, va se développer dans le pays une culture sur ces thèmes.

Sur ce front, il faut aussi chasser définitivement l'habitude du triomphalisme, la stridence et le formalisme au moment d'aborder l'actualité nationale et générer des matériels écrits et des programmes de télévision et de radio qui, de par leur contenu et style attirent l'attention et encouragent le débat dans l'opinion publique. Cela suppose l'élévation de la professionnalité et les connaissances de nos journalistes ; s'il est vrai que, en dépit des accords adoptés par le Parti sur la politique informative, la plupart des fois ils n'ont pas l'accès opportun à l'information ni le contact fréquent avec les cadres et spécialistes responsabilisés avec les thématiques en question. L'ensemble de ces facteurs explique la diffusion, en plusieurs occasions, de matériels ennuyeux, improvisés et superficiels.

Non moins important sera l'apport que nos médias devrons pourvoir en faveur de la culture nationale et de la récupération de valeurs civiques dans la société. Passant à une autre question vitale, qui a une relation très étroite avec la mise à jour du Modèle Économique et Social du pays et qui devra aider à sa matérialisation : nous nous proposons de tenir une conférence nationale du Parti pour aboutir à des conclusions à propos des modifications de ses méthodes et style de travail, dans le but de concrétiser dans ses actions, pour aujourd'hui et pour toujours, le contenu de l'article 5 de la Constitution de la République où il est établi que l'organisation du Parti est l'avant-garde organisée de la nation cubaine et la force dirigeante supérieure de la société et de l'État.

Suite à la page (16)

Law Offices of ARTHUR & ASSOCIATES, PLLC

FAMILY LAW & CRIMINAL

- Divorces
- Child Custody & Visitation
- Child/Spousal Support
- DWI
- Assault
- Theft/Juvenile Crimes

BANKRUPTCY • IMMIGRATION
REAL ESTATE • WILLS/PROBATE

Reasonable Rates
Free Phone Consultation

347-240-2876

1501 Newkirk Avenue
Brooklyn, NY 11226

La longue guerre de Washington contre l'Afrique

Par James Petras

Le bombardement de la Libye au printemps 2011 par les Etats-Unis pour soutenir les clients-rebelles fait partie d'une politique d'interventions militaires en Afrique, ininterrompue depuis au moins le milieu des années 1950. Selon un rapport rédigé par le service de la Recherche du Congrès US (US Congressional Research Service) publié en novembre 2010, Washington a déployé pratiquement tous les ans entre des centaines et plusieurs milliers de troupes, des dizaines d'avions de combat et de navires de guerre pour mettre en place des dictatures clientes ou pour renverser des régimes hostiles dans des dizaines de pays.

Ce rapport montre que les forces armées US sont intervenues 46 fois avant la guerre actuelle en Libye. Les pays qui ont subi une ou plusieurs interventions sont, entre autres : le Congo, le Zaïre, la Libye, le Tchad, la Sierra Leone, la Somalie, le Rwanda, le Liberia, la République Centre-Africaine, le Gabon, la Guinée-Bissau, le Kenya, la Tanzanie, le Soudan, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, Djibouti et l'Erythrée. La seule intervention progressiste a eu lieu en Egypte sous la présidence d'Eisenhower qui avait obligé les forces armées israéliennes- françaises et anglaises à se retirer du canal de Suez en 1956.

Entre le milieu des années 1950 jusqu'à la fin des années 1970, il n'y a eu que 4 opérations militaires officielles, même si les opérations militaires de grande envergure menées par procuration et clandestinement étaient pléthore.

Sous la présidence de Reagan-Bush Sr. (1980-1991) les interventions militaires officielles ont nettement augmenté, passant à 8, sans compter les guerres menées à grande échelle par les « forces spéciales » clandestines et les guerres par procuration dans le sud de l'Afrique.

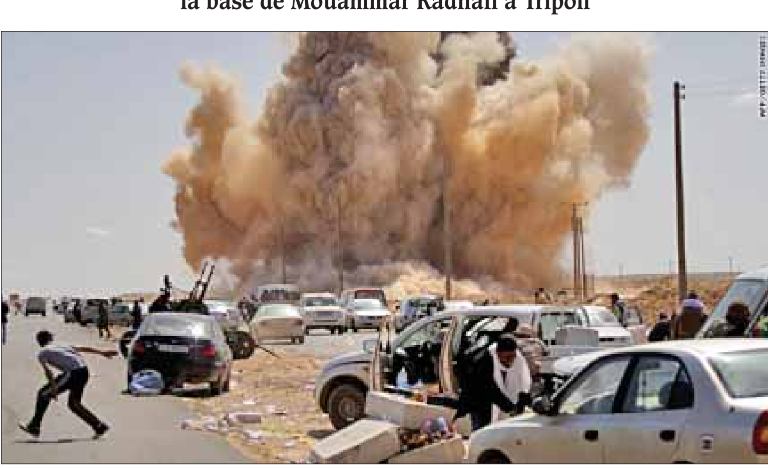
C'est lors de la présidence de Clinton que l'impérialisme militarisé US a pris de l'ampleur en Afrique. Entre 1992 et 2000, il y a eu 17 agressions armées, parmi lesquelles une invasion d'envergure en Somalie et l'aide militaire au régime génocidaire du Rwanda. Clinton est intervenu au Liberia, au Gabon, au Congo et en Sierra Leone pour maintenir au pouvoir les régimes fantoches depuis des lustres. Il a fait bombarder le Soudan et envoyé des militaires au Kenya et en Ethiopie pour aider les états-clients à attaquer la Somalie.

Avec Bush Jr., il y a eu 15 interventions militaires US, principalement en Afrique Centrale et en Afrique de l'est.

L'invasion et le bombardement de la Libye par le gouvernement Obama ne sont que la continuation des méthodes impériales pérennes destinées à consolider le pouvoir des Etats-Unis grâce à l'instauration de régimes clients, l'établissement de bases militaires, la formation et l'endoctrinement d'armées de mercenaires appelés « partenaires de coopération ». Il est indéniable qu'il existe depuis plusieurs décennies une vague montante de militarisme impérial aux Etats-Unis.



Une image de l'intérieur d'un bâtiment du quartier général du colonel Kadhafi. Le bureau du "guide" a été complètement détruit par un bombardement mené très tôt lundi contre le complexe de Bab-Al-Aziziya, la base de Mouammar Kadhafi à Tripoli



L'invasion et le bombardement de la Libye par le gouvernement d'Obama ne sont que la continuation des méthodes impériales pérennes destinées à consolider le pouvoir des Etats-Unis

La majorité de l'empire africain des Etats-Unis est construite disproportionnellement sur les rapports militaires avec les chefs militaires de leurs clients. Le Pentagone a des liens militaires avec 53 pays africains (y compris la Libye avant l'agression actuelle).

Les efforts de Washington pour militariser l'Afrique et transformer leur armée en une armée de mercenaires qui servent à étouffer les révoltes et les régimes anti-empire se sont multipliés après le 11 sept.

L'Administration Bush avait annoncé en 2002 que l'Afrique était une « priorité stratégique de la lutte contre le terrorisme".

Et de là, les stratèges impériaux, soutenus par les élus du congrès, progressistes et néoconservateurs, ont commencé à centraliser et à coordonner une politique militaire sur tout le continent africain en créant le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (l'AFRICOM). Ce dernier est chargé de l'organisation des armées, appelée par euphémisme, "partenariats de coopération" pour mener les guerres néo-coloniales, fondées sur des accords bilatéraux (en Ouganda, au Burundi, etc.) et créer également des liens « multilatéraux » avec l'Organisation de l'Unité Africaine.

L'AFRICOM, malgré le rôle qu'on lui avait assigné de servir d'instrument pour propager l'influence impériale, a été plus efficace pour dévaster des pays qu'à s'emparer de ressources et asseoir son pouvoir. La guerre en Somalie, qui a déplacé et tué des millions de personnes et coûté des centaines de millions de dollars, entre dans sa vingtième année, et sans espoir d'issue victorieuse en vue.

A part la plus ancienne néo-colonie US, le Liberia, aucun autre pays n'a accepté qu'AFRICOM installe sa base sur son sol.

Ce qui est très significatif, c'est qu'AFRICOM n'était pas préparé au renversement des régimes de clients importants en Tunisie et en Egypte – des « partenaires » importants qui surveillaient le sud de la Méditerranée, les côtes des pays arabes et la mer Rouge. Malgré la collaboration de la Libye avec AFRICOM, surtout pour les opérations des services secrets "anti-terroristes", Washington a cru à tort qu'une victoire facile de ses clients « rebelles » pourrait conduire à un régime plus docile, qui offrirait davantage en matière de base militaire, de QG et de source pétrolière bon marché. Aujourd'hui, les Etats-Unis dépendent autant du pétrole africain que leurs fournisseurs du Moyen-Orient.

La présence d'AFRICOM sur tout le continent africain se solde par son incapacité à transformer ces « partenariats » en installation effective de leaders fantoches.

Les mesures prises pour encourager des programmes « civils-militaires » n'ont pas permis d'assurer une base populaire à des régimes de collaborateurs corrompus, très appréciés pour leur disposition à fournir de la chair à canon à l'empire.

La révolte en Afrique du Nord a renversé les figures emblématiques des dictatures soutenues par l'empire. Alors que les révoltes populaires dans les pays arabes se propagent vers le Golfe et intensifient leurs revendications de changements socio-économiques

Suite à la page (16)

Le sommet du BRICS dénonce « l'usage de la force » contre la Libye



Les 5 leaders du groupe Brics, de gauche à droite : le Premier ministre indien Manmohan Singh, le président russe Dmitri Medvedev, le président chinois Hu Jintao, ses homologues brésilien Dilma Rousseff et sud-africain Jacob Zuma

Par John Chan

Le troisième sommet, le 14 avril à Sanya sur l'île chinoise de Hainan, du groupe BRICS – Brésil, Russie, Inde et Chine, plus cette année de l'Afrique du Sud – a généré de nouveaux signes de tension croissante entre les principales puissances mondiales.

Le mois passé, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, ainsi que l'Allemagne s'étaient abstenus de voter la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, donnant ainsi le feu vert à une campagne de bombardement des Etats-Unis et des puissances européennes. L'abstention lors du vote avait été une protestation collective contre l'action militaire qui menace sérieusement les intérêts économiques et stratégiques de ces puissances en Afrique du Nord.

Le sommet à Sanya a réitéré l'opposition à la campagne de bombardement en déclarant « nous partageons le principe selon lequel l'usage de la force doit être évité. » Dans le même temps, la déclaration du BRICS n'a pas directement critiqué l'OTAN et a déclaré « nous voulons poursuivre notre coopération au sein du Conseil de sécurité des Nations unies concernant la Libye. » L'Afrique du Sud, qui avait précédemment signé la résolution sur la zone d'exclusion aérienne, a signé la déclaration.

La déclaration du BRICS appuie la récente proposition de l'Union africaine (UA) en faveur d'une « solution politique » – un appel qui avait été rejeté catégoriquement par l'opposition libyenne qui est soutenue par l'OTAN parce qu'il ne prévoyait pas le retrait du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi. Le président sud-africain, Jacob Zuma dirigeait la délégation de l'UA en Libye qui tentait de trouver un compromis.

Après la réunion avec Zuma lors du sommet du BRICS, le président chinois Hu Jintao a appelé à un cessez-le-feu immédiat pour éviter la « crise humanitaire » en cours en Libye. Le président russe Dmitri Medvedev a déclaré que la résolution de l'ONU n'avait pas autorisé « une opération militaire » disant que la « résolution ne dit rien sur ce point. »

Ces protestations sont de nature tout aussi hypocrite que les affirmations des Etats-Unis et des Européens selon lesquelles la campagne de bombardement est nécessaire pour « protéger les civils. » La Chine et la Russie auraient pu opposer leur veto à la résolution de l'ONU, mais elles ont choisi d'éviter une confrontation directe avec les puissances de l'OTAN. Les deux pays avaient également opposé leur veto à la résolution précédente de l'ONU, qui imposait des sanctions, acceptant de fait le prétexte occidental en faveur d'une action contre Kadhafi.

Au même titre que les puissances de l'OTAN qui cherchent à installer un régime libyen mieux disposé à leurs ambitions en Afrique du Nord, les pays du BRICS craignent que le retrait de Kadhafi ne mine leurs intérêts. La Chine, notamment, pourrait perdre des contrats de construction et de télécom d'une valeur de plus de 18 milliards de dollars, sans mentionner une part dans l'industrie pétrolière libyenne. L'enjeu pour la Russie sont les ventes d'armes et des projets de chemin de fer à hauteur de 7 milliards de dollars.

Suite à la page (19)

Denasse
REALTY
• Income Tax
• Rapid Refund
• E-Filing
• Rental: Co-ops, Commercial, Residential
• Typing Service
• Translations
• Notary Public
• Immigration Services
• Resumes, Faxing & More
Lebrens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225
718.484.4156 office
646.725.3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens

Par Manlio Dinucci*

Manlio Dinucci revient sur un élément souligné dans nos colonnes dès le début de la guerre de Libye : les puissances coloniales « volontaires » se sont appropriées les colossaux investissements de l'État libyen à l'étranger. L'argent gelé dans des banques occidentales menaçait le monopole de la Banque mondiale et du FMI en finançant des projets de développement dans le tiers-monde. Il continue à « travailler » (non plus sous forme d'investissements, mais de garanties bancaires), cette fois au profit des Occidentaux.



La Banque centrale libyenne

L'objectif de la guerre en Libye n'est pas seulement le pétrole, dont les réserves (estimées à 60 milliards de barils) sont les plus importantes d'Afrique et les coûts d'extraction parmi les plus bas du monde, ni le gaz naturel dont les réserves sont estimées à environ 1 500 milliards de m3. Dans le viseur des « volontaires » de l'opération « Protecteur unifié » il y a aussi les

Suite à la page (19)

Le Pérou, aux portes d'un virage géopolitique



De gauche à droite : Evo Morales, Hugo Chavez et Ollanta Humala, si ce dernier triomphe aux élections péruviennes, la balance continuera de pencher vers une plus grande détérioration de la présence étasunienne en Amérique du Sud

Par Raúl Zibechi *

Le deuxième tour des élections présidentielles du 5 juin prochain peut consacrer un changement important de rapport de forces dans la région sudaméricaine. Si le triomphe revient à Ollanta Humala, ce qui est le plus probable, la balance continuera de pencher vers une plus grande détérioration de la présence étasunienne en Amérique du Sud. Si le vainqueur était Keiko Fujimori, s'ouvrira une période d'instabilité croissante politique et sociale, qui peut déboucher sur une crise de gouvernabilité.

Lors des précédentes élections, Humala a récolté 30% au premier tour et au deuxième contre l'expérimenté Alan García, qui dépassa 47 % des votes. Cette fois Humala a amélioré le score précédent, arrivant presque à 32 %, mais il doit se mesurer avec la fille d'Alberto Fujimori, qui a exercé un gouvernement autoritaire et dictatorial entre 1990 et 2000, violé les Droits de l'homme, fait un Coup d'État et a joué le rôle principal dans les cas avérés de corruption pour lesquels il a été condamné à 25 ans de prison dans plusieurs procès successifs. Même le conservateur Mario Vargas Llosa a annoncé qu'il votera pour Humala au deuxième tour, ainsi que l'ex-président Alejandro Toledo, qui au premier tour a récolté 15 % des suffrages.

Si nous observons la scène politique péruvienne depuis les trois coordonnées que je propose pour l'analyse de la transition systémique en cours (les relations entre États, le rôle des mouvements antisystémiques et du post-développement ou du Bon Vivre), il est évident que les changements que le triomphe de Humala provoquerait se concentrent sur le premier scénario. Dans les deux autres, au contraire, il y aurait plus de continuité que de changements.

Le Pérou est une pièce clef dans la stratégie de contrôle hégémonique de la puissance déclinante, les États-Unis. Dans le dernier demi-siècle, exceptée la brève période du gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado (1968-1975), qui s'est aligné avec l'Union Soviétique et a promulgué une vaste réforme agraire, la présence étasunienne a été consistante et constante. Le Pérou est l'une des sorties principales vers le Pacifique de la région, il articule les pays caribéens avec le Cône Sud, permet l'accès à des pays toujours instables comme la Bolivie, à la forêt amazonienne et, surtout, il a une longue frontière avec le Brésil. Le Pentagone a au Pérou quelques installations militaires qui font partie de l'anneau des bases qui encercle le Brésil.

Le Pérou est, simultanément, une pièce clef dans la stratégie d'ascension du Brésil comme puissance planétaire. « La construction de notre sortie stratégique vers le Pacifique est fondamentale pour augmenter notre capacité d'exportation », a remarqué Aloizio Mercadante lors une rencontre d'études stratégiques il y a trois ans. Actuel ministre des Sciences et Technologie du gouvernement de Dilma Rousseff, Mercadante est l'un des dirigeants les plus importants du PT de Lula, fils d'un commandant militaire reconnu et frère du colonel Oswaldo Oliva Neto, l'un des principaux planificateurs stratégiques des gouvernements petistes.

Les grands travaux qui composent l'IIRSA (l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sudaméricaine) tracent une dizaine d'axes de communication multimodale entre l'Atlantique et le Pacifique, qui sont les pièces maîtresses d'un type d'intégration qui favorise la circulation des biens vers et depuis l'Asie, et bénéficient à la grande bourgeoisie pauliste. Plusieurs corridors biocéaniques qui composent l'IIRSA se rejoignent dans les ports du sud du Pérou et recueillent la production brésilienne d'un énorme éventail qui va du bassin de l'Amazone aux ports brésiliens et villes du sud et du sud-est, où se concentre la production de la septième puissance industrielle de la planète.

Le choc d'intérêts entre Washington et Brasilia est évident

Suite à la page (16)

Il était une fois : Hillary, Billy et Micky Martelly

Par Castro Desroches

« Si tu veux vraiment mourir, commence par te taire, mais si tu veux vivre, parle, parle plus fort que le fracas de ton corps. »

Frankétienne.

En décembre 1975, un couple de jeunes mariés recevait un billet d'avion pour une lune de miel dans l'univers surréel de la République du Cauchemar de Baby Doc. Vous avez bien deviné. Il s'agit d'Hillary et Bill Clinton. C'était l'époque où le tigre ensanglanté allait réaffirmer sa tigritude en dévorant, entre autres, un jeune journaliste du nom de Gasner Raymond. Papa Doc avait publiquement exprimé son amour pour la sauvagerie de ses Tontons-Macoutes et le fils suivait allègrement la voie (la voix) du sang. En filigrane, Jean Do, Kompè Filo et tous ces autres héros du micro se lançaient à l'assaut de la Maison Duvalier. Marcus, Liliane engagés dans la bataille contre les lianes épaisses de la répression et de la corde au cou. Pèlin Tèt de Frankétienne contre le Trou Foban de la mystification Jean-Claudiste. Sueurs froides dans la fièvre de la création artistique. Les forçats du clavier et du stylo accueillirent avec enthousiasme la politique



Martelly et Bill Clinton... Le vrai pouvoir derrière le trône en Haïti, c'est Bill Clinton

de défense des « doigts » de l'Homme du Président Jimmy Carter. Le reste, on verra ce qu'on verra.

L'effort fait les forts, répétait à tue-tête Maître Pongnon, professeur de langues mortes. Et, Fort Dimanche ouvrait largement ses portes aux forts en thème. On y perdait rapidement son latin et son grec. Heureux les pauvres en esprit, ils deviennent, à l'image de Baby Doc et de Micky, présidents d'Haïti. Fort-la-Mort. Fosses communes. Fausses accusations de conspiration par des Macoutes constipés dans le Ventre de Port-au-Prince. Atteinte à la sûreté intérieure de l'État c'est moi. Je vous arrête parce que vous avez l'air suspect. Avez-vous le mot « communiste » dans votre dictionnaire ? Croque-morts. Certificats de décès. Pompes funèbres Paret Pierre-Louis. La mort subite et violente devenait de la poésie pure au Salon de l'Ange Bleu. Nous annonçons avec infiniment de peine, la triste nouvelle de la mort de. Portés disparus. Vaines recherches aux Recherches Criminelles. Veines ouvertes d'Haïti. Vanne de sang. Le sang du flamboyant.

Le Giraumont ne produit pas de calebasses. La vache enragée ne produit pas de lait condensé Nestlé. 1975. Haïti, jardin d'Eden pour touristes en quête d'exotisme et de sensations fortes. Pomme de discorde ? Le fruit défendu de la parole. Echappé du roman de Graham Greene, Aubelin Jolicœur prend la pause à l'Hôtel Oloffson. Images burlesques de Tonton-Macoutes déambulant dans les rues de Port-au-Prince avec leur uniforme gros bleu, leur mouchoir rouge, leurs lunettes noires, leur mitraillette, leur machette et leur boîte d'allumettes. Scènes folkloriques. Vodou. Bandes carnavalesques. Pimpantes beautés créoles. Images de carte postale. « Un peuple qui chante et qui souffre, qui peine et qui rit », selon le Docteur Jean-Price Mars. « Le peuple le plus docile » du monde, selon l'écri/vain haïtien Micky Martelly, candidat au prix Nobel de la bêtise. Comme Eliézer Pitite-Caille, le personnage de Justin Lhérisson, Micky n'a pas étudié l'Histoire. Il l'a devinée.

Haïti chérie, il n'existe pas de plus beau pays que toi. Le coup de foudre du couple Clinton était instantané. Un moment Kodak. Sourire Colgate. Déclaration d'amour pour toujours. Vœux de retour dans la candeur de leurs vingt ans. « Mon enfant, ma sœur songe à la douceur d'aller là-bas vivre ensemble. » Rêves idylliques. Face cachée de la médaille de fer et de l'enfer duvalierien. « Nous sommes fascinés par ce pays. » « Nous aimons cet endroit. »

A peu près à la même époque, un jeune homme de 15 ans, Michel Martelly obtenait le droit de vie et de mort sur ses concitoyens en acquérant sa carte de Tonton-Macoute. Carte blanche. Gros bleu ton sur ton.

Aux « armes » bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. Pendant que les jeunes gens de son âge et de sa classe étudiaient le Cid, lui, il s'intéressait surtout au pouvoir de l'homicide. Ciné-théâtre El Dorado. A l'affiche : L'Homme au Pistolet d'Or. « Quand tu tires sur un homme, il faut toujours l'achever pour ne pas être tué un jour par cet homme. » Ciné Palace : Le Dernier Jour de la Colère. Crépitements de balles dans la salle. Les Tontons-Macoutes se prenaient pour les gringos et les pistoleros du Far West. Ceux qui meurent, c'est leur affaire. « Ne faut-il pas tuer les Haïtiens de temps en temps pour leur apprendre à vivre ? » C'était Roger Gaillard avec sa plume incisive, ancrée dans le réel de la République Exterminatrice.

36 ans plus tard, la lune de guêpe avec Haïti continue pour la plus belle. Les mêmes acteurs (Billy, Hillary et Micky Martelly) se retrouvent aujourd'hui sur la scène obscène pour un nouvel épisode de la saga haïtienne vers l'au-delà. La lente descente aux enfers dans l'incandescence de l'indécence. Naissance du monstre sacré sous la supervision des « maîtres de ce monde, les maîtres avec leurs prêtres, leurs traîtres et leurs reîtres. »

Le dimanche 30 janvier 2011, deux semaines après le retour inattendu de Baby Doc sur le lieu du crime, la cheffe de la diplomatie américaine Hillary Clinton arrivait en Haïti avec, cette fois, dans son sac une mission bien précise: s'assurer que Micky Martelly (candidat de sac et de corde) allait passer au second tour de la mascarade électorale. Conseil Electoral Provisoire sous pression. Récital de chant et de chantage avec Préval. Avec sa clairvoyance coutumière, M. Frantz Duval, rédacteur en chef du journal Le Nouvelliste, éclairait notre vacillante lanterne. « Il a fallu que la communauté internationale torde quelques bras, annule quelques visas et menace au creux de l'oreille les uns et les autres pour que les faiseurs de rois restent à leur place, celle de gentils figurants. »

Alors que les résultats définitifs de ces élections n'étaient même pas encore publiés, Micky a été reçu en grande pompe à Washington en tant que président élu. La bienvenue aux Etats-Unis, M. Micky, Président d'Haïti. A Washington, on a confondu vitesse et précipitation. Compliments avec beaucoup de piment. Le Président



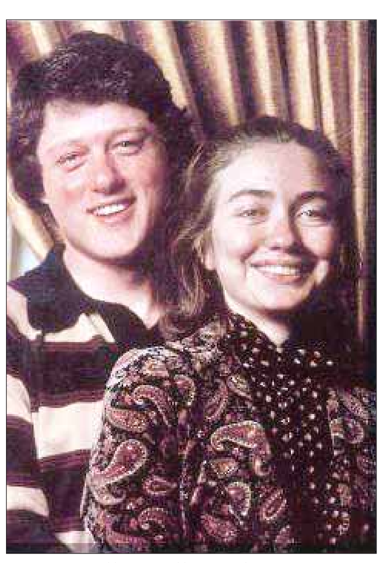
« Nous sommes derrière vous… » a déclaré avec euphorie Hillary à Micky Martelly

Barack Obama a échappé cette fois à l'embarrassante séance de tête-à-tête avec « tête calée ». Mais son tour viendra. Et ce sera très peu plaisant. Rencontre au sommet avec un clown impudique devenu Président d'une République d'opérette. La politique « a des rigueurs à nulle autre pareille. On a beau la prier, la cruelle qu'elle est… »

« Nous sommes derrière vous… » a déclaré avec euphorie Hillary à Micky Martelly. En effet. Le vrai pouvoir derrière le trône en Haïti, c'est Bill Clinton. Micky, c'est le vice-président ou le Président du Vice. Assagi par les ans, Clinton va s'occuper des choses « sérieuses » tandis que Micky pourra donner libre cours à ses mauvais instincts. T Vice. Top Vice. Droit de cuissage. Chantage. Ta maman ceci, ta maman cela. Mâle des maux et des gros mots. « C'est mon bozo qui m'a mis là. » Oui, mais dans quel état ?

Bénédiction empressée du Pasteur C. Jeune et de ses pairs de l'église très peu catholique. Les pasteurs incultes des Cultes et des forces occultes de la Zombification. Les Sectes et les insectes qui inoculent la maladie incurable de la léthargie et du rêve éveillé. Les tsé-tsé.

Selon un article publié à Métropolehaiti.com, Micky a soutenu le 13 avril 2011 à Radio Shalom que « la Bible est son livre de prédilection. » Depuis quand ? Et avant, quand vous vous étiez « livré » à la scandaleuse dépravation qui a perverti la jeunesse haïtienne ? La Bible serait-elle réduite aujourd'hui à un « charme », un grisgris, un sortilège, un talisman porte-bonheur pour gagner les élections ? Le révérend pasteur Muscadin a cru bon d'ajouter son propre ingrédient, son grain de sel ou de « ciel », à la poudre aux yeux : « l'élection de M. Martelly n'est pas le fruit du hasard mais est le résultat d'une planification divine. » Encore une fois, la grande question philosophique de l'utilité et de l'essence du verbe Être. L'être ou le néant ? Ce qui est certain, c'est que beaucoup de ces pasteurs savent bien conjuguer le verbe Avoir en tout temps et en tous lieux. On ne peut pas leur demander d'être aussi savants que Louis Pasteur mais au moins ils savent compter : la dîme, la collecte, les fidèles, les infidèles, les agneaux de Dieu, les brebis galeuses, le bon, la brute et le truand. Ils savent faire des calculs arithmétiques et politiques. Ils savent chanter des cantiques à la gloire de l'hérétique. Donner l'absolution instantanée pour les crimes passés, présents et à venir. Embrasser le mal et embarrasser les chrétiens sincères. Faire des miracles. « Convertir » le mal en bien. Marcher sur les eaux marécageuses pour entrer dans la fosse au lion. Transformer le poison en poisson. Entrer dans le ventre du poisson et espérer y vivre ivres de joie pendant cinq ans. Prier pour un nouveau mandat. Et encore un autre. « L'enfer, c'est les autres ». Les barbus de tout poil qui ont le « toupet » de résister aux avances indécentes de « tête calée ».



Bill et Hillary Clinton

Micky Président : une « planification divine » ? Les mécréants ne seront-ils pas tentés de conclure hâtivement que Dieu ne connaît pas le goût de sa bouche ? Adieu cousine oh, les intentions et les malversations que l'on prête à Dieu ! Enfin, on ne prête qu'aux riches.

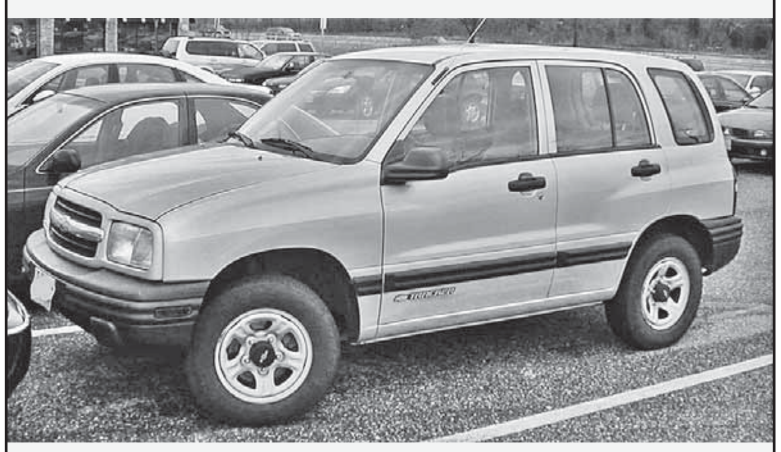
Ayant reçu la sainte onction, Micky est en état de grâce. Il s'apprête à faire ses propres miracles. Parmi ses priorités : la résurrection de l'Armée défunte. « Cette Armée s'occuperait surtout de la reconstruction… » « Cette Armée doit être prête à intervenir en cas de catastrophe. » Cette Armée ceci, cette Armée cela. Une nouvelle Armée autochtone d'occupation pour remplacer la Minustah. Création miraculeuse d'emplois avec cette Armée. Une Armée de chômeurs armés prêts à mater toute tentative de révolte contre la tentation totalitaire.

Micky (à ne pas confondre avec la version inoffensive de Disneyland) apparaît donc comme le parfait cobaye dans le labo de l'expérimentation pour la création d'un gouvernement de Doublure. Il parle fort mais il est nul. Déclarations à l'emporte-pièce dans le spectacle folklorique d'un président cousu de fil rose. Combat épique entre l'être et le paraître. Entre masques et visage.

Le choix du prochain Premier ministre apparaît déjà comme une question épineuse pour le dictateur en herbe, le dictateur au pied plat. S'il retient Jean-Max Bellerive comme le veut le vrai chef d'orchestre Bill Clinton, il perd automatiquement toute crédibilité. Adieu « changement », vive la continuité. S'il choisit un PM parmi ses proches duvaliéristes (Daniel Supplice, Gervais Charles, Jean-Robert Estimé) il risque de se faire rabrouer par les manitous de l'Unité qui viennent encore une fois de s'imposer à la Chambre à travers des magouilles de dernière minute. Comme s'il en était encore besoin, le CEP vient à nouveau d'exposer à la face du monde, la vraie nature des « élections » qui se sont déroulées récemment en Haïti. Déclarations enflammées par-ci, par-là. Nouvel appel à l'Eau EA devenue pompier en Haïti. En tant que parti « majoritaire », la bande à Préval pourrait même vouloir designer le prochain Premier ministre. Ah ! Les joies de la cohabitation avec Micky. Imaginez un PM qui se prend pour Gérard Latortue et qui brandit la Constitution à la face du « bandit légal » : le Président « règne », le PM dirige le gouvernement. Le compte à rebours a déjà commencé et les masques s'apprêtent à tomber pour révéler le nouveau visage du malheur qui pour une fois avait un avertisseur très sonore.

Il est évident que les « puissances amies » ne sont pas très favorables à l'instauration d'un régime progressiste et démocratique en Haïti. Financés et armés par les maîtres de ce monde, les Duvalier ont pu s'accrocher au pouvoir pendant 29 ans. Avec Micky Martelly, c'est l'émergence d'une version revue et corrigée du Jean-Claudisme. Le grand problème sera de savoir comment faire du nouveau avec de l'ancien. Comment entrer dans la modernité avec la restauration du statu quo ante. Face à ce plan macabre, la Presse haïtienne doit renouer avec ses traditions d'indépendance et de vigilance. Une Presse déterminée coûte que coûte à barrer la route à la restauration du fascisme tropical de sous-développement.

Independent Rent a Car (IRC)



Tels: 3712-2510/ 3407-8172/ 3749-6635
USA: (203) 6670261
Email: independentrentacar@yahoo.fr
irc.rental@gmail.com
Adresse: Fontamara 43, Rue Sassine #12
P.au.P, Haiti

Washington !

Suite de la page (4)

Ce qui parait paradoxal dans tout cela, c'est le fait que le nombre de suffrages exprimés dans les résultats affiche une augmentation de 33,425 voix, passant ainsi de 11,575 voix suivant les résultats préliminaires à plus de 145.000 selon les résultats définitifs publiés par le Conseil Electoral Provisoire de Gaillot Dorsinvil. De toute évidence, des résultats frauduleux des mascarades du 20 mars incombent au CEP d'exclusion de Gaillot Dorsinvil, des observateurs électoraux et de la communauté internationale à travers ses institutions : ONU, OEA, CARICOM, IFES et autres. Ces dernières se sont visiblement ingérées dans les affaires politiques internes d'Haïti pour imposer leur volonté.

La conseillère électorale Ginette Chérubin, représentante du secteur des femmes au sein du CEP, qui n'a pas signé les résultats truqués et qui a émis des réserves dans une note datée du 20 Avril 2011, a remis sa démission au président René Préval, le lundi 25 Avril. «*….En dépit de ma volonté de respecter la décision majoritaire par observance des principes démocratiques, il ne m'a pas été possible de parapher les résultats pour les raisons suivantes : l'absence d'un rapporteur pour la rédaction du procès verbal de séance, en dépit de mon insistance. Le principe d'endos des résultats sans connaissance des jugements qui n'ont pas été présentés en séances. Le constat fait au niveau d'un échantillon de jugements rendus : manque d'équité pour usage arbitraire et fantaisiste des critères d'analyse, absence de motifs ou incohérence dans certains dispositifs de jugement ; des procès-verbaux mis à l'écart pour les présidentielles et ou les sénatoriales ont été comptabilisés, selon les intérêts, par le BCEN (Bureau du Contentieux Electoral National) ; dans un cas relaté, les membres d'un Bureau de vote ont également signé pour d'autres BVS et les PVS (Procès Verbaux) correspondants ont tous été comptabilisés….* », a écrit Ginette Chérubin.

Suite à la publication des résultats dits définitifs par le CEP, le mercredi 20 Avril dernier, des voix s'élèvent de toute part pour rejeter les résultats. La crédibilité du CEP d'exclusion de Gaillot Dorsinvil a été une fois de plus mise en questions. Le président dit élu, Michel Joseph Martelly, qui a largement bénéficié des magouilles de la communauté internationale, particulièrement de l'OEA avec ses cohortes d'experts, des organisations dites d'observation électorale de la société civile et du CEP, a lui aussi dénoncé les résultats définitifs.

Dans un communiqué rendu public le vendredi 22 avril, on a écrit : *« Des sénateurs et des députés élus étaient largement en tête au premier tour sont systématiquement écartés au profit des candidats proches de l'INITE. Ces résultats sont inadmissibles, et ne reflètent pas la volonté populaire. »* Martelly a fait savoir que le peuple n'est pas content de ces résultats et que son vote n'a pas été respecté. Il a fait appel à la formation d'une commission de vérification des résultats. La Mission d'Observation électorale (MOEC) conjointe de l'OEA/CARICOM a également fixé sa position sur le scandale produit suite à la publication des résultats-fabriqués de toutes pièces par les conseillers électoraux. Position partagée par les Etats-Unis et le reste de la communauté internationale qui exprime les préoccupations des observateurs. *« La MOEC exhorte le CEP à afficher les décision du BCEN dans les plus brefs délais afin d'en informer les candidats et partis politiques concernés des faits qui ont motivé leurs décisions. »* a indiqué une note de presse.



Martelly et le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick



Martelly et le directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), Dominique Strauss-Khan

De plus sept organismes nationaux d'observation électorale, dans une note de presse ont eux aussi dénoncé les résultats publiés par le CEP. *«…Toutes ces décisions sont prises en marge de la loi électorale, vu qu'aucune intervention au centre de Tabulation n'a été décidée effectuée par le BCEN. Il est inconcevable de modifier, dans de telles circonstances, les résultats préliminaires et de re-comptabiliser les procès-verbaux mis à l'écart par décision du Centre de Tabulation pour des cas de fraudes avérées (absence de LEP, profil de remplissage anormaux, faux CIN). De tels Procès-verbaux sont irrécupérables et ne peuvent être pris en compte dans aucun résultat définitif »*, précise-t-on.

Comme pour les 7 et 8 décembre 2010, après la publication des résultats du premier tour de la farce du 28 Novembre, des manifestations violentes, meurtrières et incendiaires ont constamment éclaté dans plusieurs circonscriptions et départements d'Haïti, suite à la publication des résultats définitifs du 20 avril dernier. Les routes nationales sont bloquées par des manifestants dans plusieurs régions du pays. Ces derniers s'agitent, contestant la publication des résultats largement favorables aux candidats de l'INITE. Des violentes manifestations ont été enregistrées dans le centre, le Nord-Ouest, le Sud, le Sud-Est, l'Artibonite, l'Ouest, Grand-Goâve et Petite-Rivière de Nippes.

A Belladères, une personne a été tuée dans la nuit du mercredi 20 avril, dans le cadre des violences éclatées, protestant les résultats. La victime, Félix Fils- Aimé un technicien de laboratoire, travaillant à la fois pour l'organisation Zanmi Lasante et pour l'Hôpital public de Belladères, Centre du pays, a été carbonisée par le feu. Des manifestants ont mis le feu dans un complexe où résident plusieurs médecins travaillant pour l'Organisation Zanmi Lasante dont Félix Fils-Aimé.

A Port-au-Prince, lundi 25 avril 2011, des manifestants venant de plusieurs endroits de la zone métropolitaine ont incendié plusieurs véhicules aux alentours du Palais législatif au Bicentenaire et brisé des pare-brise de plusieurs autres. Cette situation généralisée par la violence destructrice a porté le CEP à émettre un communiqué portant le numéro 101 et dans lequel les conseillers électoraux ont décidé de ne pas publier les résultats définitifs du 20 avril pour les 19 postes contestés aux législatives. Et comme de fait, les résultats contestés des 19 prétendus élus n'ont pas été publiés dans le Journal Officiel qui est sorti sans les noms des 19 élus contestés. Dans le communiqué du CEP, les conseillers ont précisé : *« Par sagesse, dans un souci de transparence et dans l'intérêt supérieur de la nation, le CEP a décidé de publier en lieu et place de la liste du 20 avril dernier, une liste partielle pour les législatives ne comportant pas les noms des 19 parlementaires mentionnés dans la note du président élu, ce en attendant de recevoir en consultation les jugements relatifs à ces derniers de tous les organismes nationaux et internationaux. »*

Malgré toutes ces protestations et manifestations violentes, une séance de validation des députés a eu lieu le lundi 25 avril, au cours de laquelle 76 députés ont participé. Cette séance était dirigée par le doyen d'âge, le député de Carrefour Elie Blaise. Tandis que les Sénateurs étaient obligés de reporter la leur pour mardi 26 avril.

De toute façon, c'est pour la première fois dans l'histoire d'Haïti qu'on a organisé ce genre d'élections contestées avec une publication des résultats définitifs qui n'ont pas été publiées dans le Journal Officiel à cause de fraudes graves. Il était clairement prévu que les résultats des mascarades du 8 Novembre 2010 et du 20 mars 2011 déboucheraient sur une crise politique, causant ainsi une instabilité politique, économique et sociale dans le pays. Le phénomène récurrent de la corruption a joué un rôle important dans le changement des résultats. Et par surcroît l'ingérence de la communauté internationale ainsi que la présence des experts de l'OEA et celle du représentant du secrétaire général de l'ONU, Edmond Mulet ont ouvert la porte pour toutes sortes de fraudes, de magouilles accompagnant les législatives. Le grand perdant dans ce jeu de coquin est le peuple haïtien. Ce dernier a compris ce jeu en suivant largement le mot d'ordre de boycott à plus de 75%.

Les violations

Suite de la page (4)

en 1977, conclut que *« [le] pouvoir est concentré entre les mains du Président Duvalier et d'une petite garde du palais »*. Duvalier exerça notamment le commandement du réseau d'organisations militaires et paramilitaires qui se livrèrent à des violations graves et à grande échelle des droits humains, dont des arrestations arbitraires, des actes de torture, des « disparitions » et des exécutions extrajudiciaires. L'appareil de sécurité placé sous son commandement comprenait plusieurs unités imbriquées et aux attributions contradictoires. Au sein de l'armée, il existait cinq unités spéciales: la Garde présidentielle, le Corps des Léopards (une unité contre-insurrectionnelle), la police militaire de Port-au-Prince (qui comprenait une police secrète), le bataillon Dessalines et une unité au Pénitencier national. Selon l'ambassade américaine, chacune de ces unités spéciales prenait « directement ses ordres du Président ». Par ailleurs, six départements géographiques militaires étaient placés sous la supervision du chef d'état-major, qui était *« directement subordonné au Président en matière d'opérations »*.

La police était subordonnée à l'armée. Les « chefs de section », qui suppléaient la police, contrôlaient les zones rurales d'Haïti, où vivaient la plupart des habitants. Duvalier contrôlait en outre une force paramilitaire de 5 000 à 7 000 hommes, censée faire contrepoids à l'armée : les Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN). Il prétendit d'abord avoir dissous la milice créée par son père, dont les membres étaient connus sous le nom de Tontons Macoutes, qui étaient responsables des *« entorses à l'État de droit, à travers des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture, des arrestations arbitraires, la détention prolongée et autres violations des droits de l'homme »*. En réalité, Duvalier a reconstitué formellement cette milice à travers les VSN et, en1983, Human Rights Watch (qui s'appelait alors Americas Watch) découvrit que les Tontons Macoutes continuaient de violer les droits humains en Haïti.

Toutefois, la force de sécurité la plus redoutée sous le régime de Duvalier était la police civile secrète : le Service détectif (SD). Basé dans l'enceinte du palais présidentiel, à la caserne Dessalines, le SD était placé sous le commandement du chef de la police de Port-au-Prince, qui appartenait par ailleurs à l'armée, et qui était en charge de la détention et des interrogatoires de toutes les personnes soupçonnées de crimes politiques.

Les crimes politiques étaient réprimés par une loi anti-communiste datant de 1969, en vertu de laquelle toute activité communiste était déclarée illégale et tous les « terroristes » déclarés hors-la-loi. Toutefois, cette loi s'abstenait de définir ces termes, permettant ainsi au gouvernement d'en faire un usage sélectif contre ses détracteurs. Cette loi sanctionnait l'expression ou exposition de certaines idées, même en privé. Les individus détenus en vertu de cette loi étaient considérés comme des prisonniers politiques mais, en pratique, tandis que le gouvernement de Duvalier utilisait cette loi comme une excuse pour les placer en détention, ces derniers n'étaient que très rarement inculpés de façon officielle; ils étaient en effet privés de tout contact avec l'extérieur et dépourvus du moindre recours judiciaire. En 1984, le gouvernement de Duvalier adopta une loi interdisant tous les groupes qui se définissaient comme des partis politiques et fournit aux forces de sécurité de nouveaux motifs pour arrêter et détenir des prisonniers pour leurs convictions politiques.

Rendre compte des violations des droits humains commises sous le gouvernement de Duvalier est une tâche difficile. La plupart des violences commises quotidiennement par le gouvernement Duvalier hors de la capitale se sont déroulées à l'abri des regards de la communauté internationale et des défenseurs des droits humains qui intervenaient en Haïti, étant donné que seulement huit villes bénéficiaient du réseau téléphonique et que peu de routes étaient praticables toute l'année. Néanmoins, l'information parvint à circuler, permettant de dresser un large éventail des violations des droits humains dont les manifestations les plus notables concernaient le recours à un réseau de prisons où étaient retenus, dans des conditions déplorables, les prisonniers politiques, l'usage de la torture contre les prisonniers politiques, le recours régulier aux disparitions forcées et une répression systématique de la liberté de la presse et de l'opposition politique.

Rapport Human Rights Watch
Haïti, Un rendez-vous avec l'Histoire

Suite de la page (4)

Aristide est grossier, violent, et arbitraire. «*Il est souvent brutal avec les pauvres ici, à Cité Soleil, jeunes et vieux, et nous traite avec un mépris total*», a déclaré Julio Joseph, 28 ans, un colporteur de batteries.

“ *La population reproche très souvent à Rosemond Aristide ses exactions contre beaucoup des gens à Cité Soleil* », a expliqué Evel Fanfan, un éminent avocat des droits humains de l'Association des Universitaires Motivés pour une Haiti de Droits (AUMOHD), qui défend nombre de ces cas dans le bidonville et qui avait représenté un groupe qui a déposé une plainte contre ce chef de la police. «*Il y a plein de ces cas lui reprochant des abus sur plusieurs personnes dans la Cité, telles des accusations d'arrestations arbitraires et illégales ainsi que des bastonnades. En fait, il y a beaucoup de plaintes contre l'inspecteur Rosemond Aristide.* «

Il aurait été aidé dans sa répression par un «attaché» connu sous le nom de «Willio.» Beaucoup de jeunes de Cité Soleil affirment que Willio est le cousin de l›inspecteur Aristide ou son beau-frère.

L'inspecteur Aristide est en poste à Cité Soleil depuis 2006 après l'arrivée au pouvoir du Président René Préval, selon les résidents de la Cité.

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pedriatics



5000 N.E. Second Ave, Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Suite de la page (13)

et prédit de fortes tensions dans les élections péruviennes. Ce n'est pas du tout un hasard que deux des conseillers de la campagne présidentielle de Humala, soient membres du PT, vu qu'ils ont joué un rôle important dans la nouvelle image que projette le candidat etnomaison cherchant à s'approcher des classes moyennes de Lima. Bien que le Pérou ait signé un Traité de libre commerce avec les États-Unis, ce qui limite sa marge de manœuvre, du point de vue géopolitique l'alliance avec le Brésil d'un gouvernement hypothétique de Humala faciliterait les projets de long terme et, d'une manière très particulière, la construction d'une sortie solide par le Pacifique s'accélérerait.

Le deuxième intérêt du Brésil au Pérou est l'énergie. En juin 2010 l' « Accord Énergétique Brésil-Pérou » fut signé, concernant l'exportation de l'énergie « restante » des cinq barrages hydroélectriques qui seront construits sur la rivière Inambari dans le sud péruvien. Les barrages sont financés par le Brésil et construits par de grandes entreprises brésiliennes, puisqu'il est intéressé dans la consommation de 6 673 MW qui seront exportés presque intégralement, puisque la consommation totale du Pérou est de 5 mille MW et n'a pas de nécessité de générer plus d'électricité, tandis que son voisin est en pleine expansion et a des besoins urgents de nouvelles sources d'énergie.

Sur le plan interne, Humala s'est consolidé dans la région sud, en dépassant 60 % dans des zones avec une plus grande tradition de lutte paysanne, comme Puno et Cuzco. Il a obtenu plus de la moitié des votes dans des départements andins comme Huancavelica et Apurimac, et il a récolté de vastes appuis à Amazonas, frontalière avec l'Équateur, où il y a deux ans, s'est produite la rébellion de Bagua pour la défense des biens communs. Il a atteint son pire score à Lima, à peine au-dessus de 20 %, mais il a gagné dans quelques districts pauvres. A Villa El Salvador, qui a su être la référence des mouvements urbains par son niveau d'organisation, Fujimori a gagné , ce qui montre la crise sociale provoquée par la guerre contre le Sentier Lumineux et l'échec des gauches électorales.

La bourgeoisie de Lima, qui rêve de Miami et tourne le dos aux Andes, veut faire revivre l'ordre hiérarchique colonial, en optant encore une fois pour l'autoritarisme que Fujimori incarne, avec l'espoir de répéter les juteuses affaires des années 90. Mais elle ne dispose plus, néanmoins, des appuis nationaux et internationaux d'antan.

La Jornada. Le Mexique, le 22 avril 2011.
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 23 avril 2011

Suite de la page (12) La longue guerre....

ainsi que politiques, l'empire a contre-attaqué.

AFRICOM a soutenu l'agression en Libye, l'attaque contre le mouvement pour la démocratie menée par la junte militaire au pouvoir en Egypte et compte sur ses « partenaires » autocrates dans le Golfe et la Péninsule Arabique pour noyer dans un bain de sang les mouvements de la société civile.

La militarisation croissante de la politique de l'empire US en Afrique du Nord et dans le Golfe, donne lieu à des affrontements historiques entre la révolution arabe pour la démocratie et les satrapes soutenus par l'empire; entre les Libyens qui luttent pour leur indépendance et les forces navales et aériennes euro-américaines qui dévastent le pays pour le compte de leurs clients locaux incompétents.

James Petras, ex-professeur de sociologie à Binghamton University, New York, militant de la lutte des classes depuis cinquante ans, conseiller pour les sans-terre et les sans-droits au Brésil et en Argentine, a coécrit «Globalization Unmasked (Zed Books).

Traduction : Emcee, des bassines et du zèle

Source: Dissident Voice, 17 avril 2011.
Emcee des bassines et du zèle 19 avril 2011

Suite de la page (7)

Une des raisons qui explique l'intense intérêt politique que le Canada porte à Haïti est à chercher du côté des investisseurs canadiens. Les banques canadiennes font partie du tout petit nombre d'opérateurs étrangers de Port au Prince et l'entreprise Gildan de Montréal, un des plus gros fabricants de t-shirts de la planète était le second employeur (après l'état) avant le tremblement de terre. Le secteur minier est presque entièrement canadien avec l'arrivée de beaucoup de nouvelles compagnies au cours des années dernières. Une firme de Vancouver, Eurasian Minerals, a acquis des permis d'exploitation sur environ 10% de la surface de Haïti.

Pour protéger ces investissements étrangers et le un pour cent d'Haïtiens qui possède la moitié de la richesse du pays, 10 000 soldats occupent le pays depuis sept ans. Ironie amère, ce sont les soldats d'un des pays les plus pauvres d'Asie, le Népal, qui ont contaminé Haïti avec une maladie qui se développe dans les pays misérables qui manquent d'installations sanitaires adéquates et de systèmes de santé. En octobre, un nouveau déploiement de troupes népalaises a amené à Haïti une épidémie de choléra qui a causé la mort de 5 000 personnes et il y a des centaines de milliers de personnes encore malades. Selon le journal médical anglais, the Lancet, environ 800 000 Haïtiens vont contracter la maladie cette année.

Les dessous de cette affaire n'ont pas fait l'objet d'articles dans les médias. L'entreprise responsable des déchets de la base de l'ONU, Sanco Enterprises S.A., a jeté les matières fécales des troupes népalaises dans des trous creusés trop près de la rivière Artibonite. Les Haïtiens ont bu l'eau de la rivière contaminée par ces matières fécales et c'est comme ainsi qu'ils ont attrapé le choléra.

On a du mal à imaginer une firme travaillant pour l'ONU au Canada qui se débarrasserait de cette manière de matières fécales, mais voilà, il se trouve que les forces d'occupation onusiennes n'accordent pas beaucoup de prix à la vie des Haïtiens. Et on peut en dire autant du gouvernement canadien.

Yves Engler a écrit de nombreux ouvrages. Son prochain livre (co-écrit avec Bianca Mugyenyi) «Stop Signs : Cars and Capitalism on the road to Economic, Social and Environmental Decay» sortira en avril.

Dissident Voice April 19th, 2011
Traduction : D. Muselet
Le Grand soir 20 avril 2011

Suite de la page (12) Rapport Central.....

Au début nous avions pensé convoquer cette conférence pour décembre 2011, cependant tenant compte des complications propres du dernier mois de l'année et de l'opportunité de compter sur une réserve prudente de temps pour préciser des détails, nous avons prévu d'avoir cette rencontre à la fin de janvier 2012.

Le 18 décembre dernier j'ai expliqué devant le Parlement qu'en raison des déficiences présentées par les organes administratifs du gouvernement dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Parti durant des années s'est vu impliqué dans des tâches qui n'étaient pas de son ressort, en limitant et en compromettant son rôle.

Nous sommes convaincus que la seule chose qui pourrait faire échouer la Révolution et le socialisme à Cuba, mettant en danger le futur de la nation, est notre incapacité de surmonter les erreurs que nous avons commises pendant plus de 50 ans et les nouvelles que nous pourrions encourir.

La première chose que nous devons faire pour corriger une erreur est de la reconnaître consciemment dans toute sa dimension, et le fait réel est qu'en dépit du fait que dès les premières années de la révolution, Fidel a différencié avec clarté les rôles du Parti et de l'État, nous n'avons pas été conséquents dans l'accomplissement de ses instructions et nous sommes laissés emporter par les urgences et l'improvisation.

Quel bel exemple ce que le leader de la Révolution a exprimé à une date si précoce comme le 26 mars 1962, lors d'une comparution devant la radio et la télévision pour expliquer au peuple les méthodes et le fonctionnement des Organisations Révolutionnaires Intégrées (ORI), qui ont précédé le Parti, quand il a dit : « ... le Parti dirige, dirige à travers tout le Parti et dirige à travers l'administration publique. Un fonctionnaire doit avoir de l'autorité. Un ministre doit avoir de l'autorité, un administrateur doit avoir de l'autorité, discuter tout ce qu'il sera nécessaire avec le Conseil Technique Assesseur (aujourd'hui Conseil de Direction), discuter avec les masses ouvrières, discuter avec la cellule, mais c'est l'administrateur qui décide parce c'est sa responsabilité »... Fin de citation. Cette orientation a été donnée voilà 49 ans.



Le PC cubain, réuni en congrès le 19 avril 2011

Il existe des concepts très bien définis qui, en essence, conservent une totale validité pour atteindre le succès dans cette direction, indépendamment du temps écoulé depuis que Lénine les a formulés, il y a presque 100 ans ; Ils doivent être repris de nouveau, en conformité avec les caractéristiques et l'expérience de notre pays.

En 1973, dans le cadre du processus préparatoire du Premier Congrès, il a été bien défini que le Parti dirige et contrôle à travers des voies et des méthodes qui lui sont propres et qui se différencient des voies, méthodes et ressources dont l'État dispose pour exercer son autorité. Les directives, résolutions et dispositions du Parti n'ont pas directement un caractère juridique obligatoire pour tous les citoyens, elles doivent être accomplies seulement par les militants, consciencieusement, car il ne dispose d'aucun appareil de force et coercition pour le faire. C'est une différence importante du rôle et des méthodes du Parti et de l'État.

Le pouvoir du Parti repose essentiellement sur son autorité morale, sur l'influence qu'il exerce sur les masses et sur la confiance que le peuple dépose en lui. L'action du Parti se fonde, avant tout, sur la conviction qui découle de ses actes et du bien-fondé de sa ligne politique.

Le pouvoir de l'État part de son autorité matérielle, qui consiste en la force des institutions chargées d'exiger à tous l'accomplissement des normes juridiques qu'il émet.

Le dommage que provoque la confusion dans ces concepts s'exprime, premièrement, dans l'affaiblissement du travail politique que doit réaliser le Parti, et deuxièmement dans la détérioration de l'autorité de l'État et du gouvernement, car les fonctionnaires cessent de se sentir responsables de leurs décisions.

A suivre

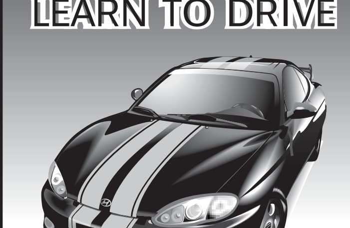
LACROIX MULTI SERVICES



Tel: **718-703-0168**
Cell: **347-249-8276**
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com

• Income Tax • Electronic Filing • Rapid Refund (RAL) • Direct Deposit - IRS Check • Business Tax • Notary Public • Immigration Services • Translation, Preparation, Application, Inquiry letters • 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive • Resume • Property Management • Mortgage • Credit Repair • Personal Financial Analyst • Computer Support and Maintenance, Repair, Software Installation, Virus & Spyware Removal • Networking, Website Design, On-Site Service

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue & Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

A & P Shipping
THE BEST CARGO FOR HAITI

4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210
TEL: 347-599-8068
718-421-0101



Machines, Camions
Nou bay bon sèvis
Nou delivre pòt an pòt
Pri piyay chak jou
Ayiti chak mwa
Nou rapid epi nou garanti
TEL: 347-599-8068
718-421-0101

Door To Door In Haiti
Port-au-Prince And Countrysides
Good Prices
We Deliver Barrels, Boxes, Trucks, And Cars... Etc.
Every Month In Haiti

Irak: el-Baradei suggère de déclencher une enquête sur l'administration Bush

L'ancien directeur général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) suggère, dans un livre qui sortira sous peu, qu'une enquête criminelle internationale devrait être menée sur les agissements des responsables de l'administration Bush.

Dans «The Age of Deception», Mohamed el-Baradei écrit que les dirigeants ont «trompé» la communauté internationale de façon «délibérée» en ce qui a trait à la présence d'armes de destruction massive en Irak, ce qui a mené à l'intervention armée.

En outre, le lauréat du prix Nobel de la paix accuse l'administration Bush de «distorsion grotesque» de l'information. À l'époque, George W. Bush et ses lieutenants soutenaient qu'ils avaient la preuve que le régime de Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, ce qui était contraire aux renseignements fournis par les inspecteurs de l'ONU. Ces derniers s'étaient rendus en Irak afin de faire enquête.



Mohamed el-Baradei, ancien directeur général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA)

Mohamed el-Baradei estime que cette invasion «agressive» a été menée «là où il n'y avait aucune menace imminente». Les tribunaux internationaux devraient se pencher sur l'affaire, qui pourrait en être une de crimes de guerre, suggère-t-il.

Associated Press 22 avril 2011

Chavez et la résistance hondurienne préparent le retour de Zelaya

Par Eleana Pérez

Zelaya a remercié le peuple vénézuélien pour tout l'appui que celui-ci a donné au peuple hondurien, et a condamné les droites putschistes d'Amérique Latine.

Entouré de plusieurs membres du Front National de la Résistance, le président hondurien José Manuel Zelaya, a souligné que la droite s'est trompée en Amérique Centrale et au Honduras en voulant arrêter un mouvement politico-social pacifique, et que le temps l'a démontré. « Ce coup d'état appuyé par les États-Unis, planifié de là-bas, a divisé l'Amérique Latine, fait un grand mal au peuple hondurien et à l'unité démocratique » a ajouté Zelaya, après s'être réuni avec le chef d'état Hugo Chávez.

La lutte pour la Constituante, la restauration de l'ordre démocratique, le retour des exilés, figurent parmi les points abordés dans la réunion. Manuel Zelaya a exprimé son identification avec le peuple bolivarien, « peuple qui est le symbole de ces processus de transformation ».



Chavez et Zelaya, ce dernier a remercié infiniment le peuple vénézuélien pour tout l'appui qu'il a donné au peuple du Honduras dans sa lutte contre la dictature installée au Honduras

Il a également dit sa reconnaissance au gouvernement vénézuélien pour sa participation constante dans la défense des droits de l'homme. Grâce à la présence de représentants du "Frente Nacional de Resistencia" hondurien, cette réunion a permis de renouer la communication entre les deux mandataires en vue de renforcer les processus de paix et de démocratisation en Amérique Latine.

« Il faut chercher cette réconciliation de laquelle a parlé le président colombien Santos en tant que médiateur ». Zelaya a remercié infiniment le peuple vénézuélien pour tout l'appui qu'il a donné au peuple du Honduras dans sa lutte contre la dictature installée au Honduras.

La revolutionvive 18 avril 2011

Message de Hu Jintao à Fidel Castro !

Hu Jintao, le Président de la Chine et Secrétaire Général du Comité Central du Parti Communiste Chinois a envoyé un message de salutation au leader historique de la Révolution Cubaine, Fidel Castro. « *A l'occasion de la clôture, pleine de succès, du 6e Congrès du Parti Communiste de Cuba, je me permets de vous exprimer, au nom du Comité Central du Parti Communiste Chinois et en mon nom, le respect sincère et les salutations les plus cordiales* » souligne le message.

Après avoir indiqué que le Congrès « *hérite le passé et tourne les yeux vers l'avenir* » Hu Jintao a ajouté que Fidel a sauvegardé la souveraineté et la dignité nationales et a maintenu la voie socialiste raison pour laquelle il a gagné le respect et le soutien du peuple cubain et des peuples du monde. « *Vous êtes un éminent révolutionnaire, idéologue, stratège et homme d'État* » souligne le message.

Il a mis également l'accent sur les relations étroites, établies cela fait 51 ans, unissant nos deux pays et il a signalé à ce propos : « *Vous vous êtes toujours engagé dans l'encouragement de l'amitié cubano-chinoise. Vous suivez de près à tout moment, le processus de développement de la Chine et vous nous avez apporté de l'aide et de l'appui fraternels en faisant d'importants apports au renforcement soutenu de l'amitié entre nos deux Partis et peuples* » relève le message qui ajoute : "*Je suis persuadé du fait que, sous la direction du camarade Raul Castro, la révolution et la construction du socialisme à Cuba remporteront de nouveaux succès* ».



Le Président de la Chine et Secrétaire Général du Comité Central du Parti Communiste Chinois, Hu Jintao et le leader historique de la Révolution Cubaine, Fidel Castro

« *Nous continuerons à aider, avec les moyens à notre portée, au développement socio-économique de Cuba et nous développerons les liens d'amitié et de coopération entre nos deux Partis et pays* » a indiqué Hu Jintao qui termine en faisant des vœux de bonheur et de santé pour Fidel Castro.

AIN-RHC 21 avril 2010

Vladimir Ilitch Lénine : Un géant de son époque



Des communistes russes se rassemblent pour commémorer le 141ème anniversaire de naissance de Vladimir Ilitch Oulianov, plus célèbre sous le nom de Lénine, le 22 avril 2011

La vie et l'œuvre de Vladimir Ilitch Lénine constituent en soi, un objet d'admiration permanente. Aujourd'hui, alors que se célèbre le 141e anniversaire de sa naissance, ses continuateurs sont fiers de pouvoir affirmer la pérennité de ses idées. Lénine fut le fondateur d'une nouvelle époque : il imposa au 20e siècle le sceau indélébile de l'ère de la révolution socialiste en mettant un terme à la domination des exploiteurs dans la Russie tsariste arriérée, et en créant, à force de ténacité et d'héroïsme, le premier État ouvriers et paysans de l'Histoire ; ce qui accéléra le développement des mouvements révolutionnaires et émancipateurs sur toute la planète.

À l'occasion de la célébration du centenaire de la naissance de ce révolutionnaire exemplaire, Fidel déclara : « *Lénine est un de ces exemples d'hommes réellement exceptionnels. La simple lecture de sa vie, de son histoire et de son œuvre, l'analyse la plus objective de la manière dont il a développé sa pensée et son activité tout au long de sa vie, en font aux yeux des autres humains, un homme véritablement – je le répète – exceptionnel.*

Nul comme lui, n'a été capable d'interpréter toute la profondeur, toute l'essence et toute la valeur de la théorie marxiste, et de la porter jusqu'à ses ultimes conséquences. Nul comme lui, n'a été capable de la développer et de l'enrichir de la façon dont il l'a fait. »

En effet, parmi les contributions essentielles de Lénine au marxisme et au progrès de l'Humanité, il convient de distinguer sa théorie de l'impérialisme comme la dernière phase du développement capitaliste, la création d'un Parti d'un nouveau type, la révolution socialiste et la dictature du prolétariat, le lien indissoluble entre la libération nationale et la libération sociale, les principes de la coexistence pacifique et la théorie sur les voies de construction du socialisme.

Certes, ses ennemis ont tenté également de le diaboliser, mais personne ne pourra nier la dimension historique de la pensée et de l'action de Vladimir Ilitch Lénine, un géant de la politique de son époque.

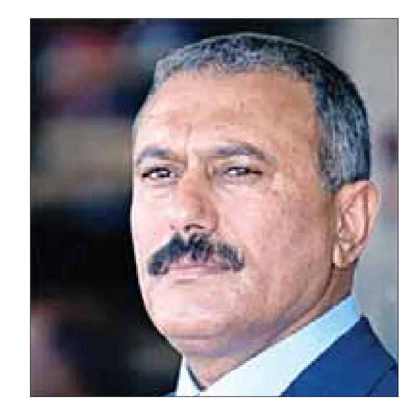
CSL 25 avril 2011

Yémen: Le président Saleh va quitter le pouvoir

Par G.V.

Au Yémen, où le pouvoir fait face à d'importantes manifestations depuis trois mois, le président Saleh a accepté samedi de remettre le pouvoir, dans les prochaines semaines, à son vice-président. Une élection présidentielle devrait avoir lieu d'ici à trois mois.

La médiation du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a porté ses fruits au Yémen, où depuis trois mois un scénario à l'égyptienne se rejoue. Samedi, le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a rendu les armes acceptant le plan soumis par le CCG. Cette décision met fin à un trimestre de manifestations, inspirées des soulèvements qui ont renversé Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak. Pour le président Saleh, la sortie de crise est même avantageuse, le CCG lui offrant l'immunité judiciaire après avoir quitté sa fonction.



Le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans au Yémen

Suite à la page (18)

Suite de la page (5)

«Ce programme comporte la création –déjà en cours– de centres de soins primaires qui devraient soigner chaque année 2,8 millions de patients. Les services des urgences accueilleront quant à eux 1,3 million de personnes. Les nouveaux établissements permettront également de réaliser 168 000 accouchements et d'administrer 3 millions de vaccins. A ces centres de santé s'ajouteront les services de 30 hôpitaux communautaires de référence distribués dans l'ensemble du pays et équipés de technologie de pointe, qui offriront des soins secondaires. Ces établissements permettront de recevoir 2,154 millions de patients chaque année, de prendre en charge un million d'urgences, de réaliser 54 000 chirurgies, 276 000 électrocardiogrammes , 144 000 ultrasons de diagnostic, 43 000 endoscopies, 181 000 radiographies, 107 000 consultations de stomatologie et 487 000 examens de laboratoire. Le projet comporte 3 centres d'électromédecine, un laboratoire de prothèses orthopédiques et un programme intégral d›hygiène et d›épidémiologie».

«Par ailleurs, Haïti sera doté d'un hôpital national de spécialités de soins tertiaires [qui] sera encadré par 80 spécialistes cubains de haut niveau. Notre personnel médical assurera les soins et les services cliniques, la recherche, **ainsi que la formation des personnels médicaux et soignants haïtiens, qui remplaceront progressivement leurs professeurs**». Et voilà justement toute la différence avec le projet de l'USAID qui vient sous couvert humanitaire, opère le temps que dureront les fonds alloués pour s'en aller avec des statistiques parlant de ses «succès», nous laissant avec nos problèmes sans aucune relève compétente qualifiée du côté haïtien.

Nous savons bien dans quelle circonstance le président Kennedy avait lancé sa fameuse Alliance pour le Progrès qui n'en amena aucun. Je soupçonne que cette initiative de soins de santé venant de l'USAID, c'est sans doute pour faire contrepoids au programme cubain-vénézuélien (du tout cuit en somme) qui inquiète et emmerde Washington. Alors, sur 38 pages de partition pour soins de santé l'USAID aura écrit une autre symphonie médicale qui sans doute comme bien d'autres restera inachevée.

Le coup d'État

Suite de la page (8)

Le 7 avril, Q, une émission de culture pop de la radio anglaise de la SRC, interviewait un correspondant du Time Magazine, Rich Benjamin. « Il (Martelly) semblait côtoyer des gens qui ont appuyé Duvalier », a admis l›invité. Il s›est ensuite empressé d›ajouter que cela ne voulait pas dire que les politiques de Martelly sont « de droite ». « Sweet Mickey est le candidat du changement dans le sens qu›il se tient en dehors de l›establishment politique… Selon le sujet, on pourrait le qualifier de progressiste et non de conservateur », a-t-il ajouté.

Le même jour, l›émission Dispatches interviewait la journaliste de la radio anglaise de la SRC en Haïti, Connie Watson. Donnant l›impression d›être en charge des relations publiques du président élu, Watson a déclaré que Martelly avait reçu « l›appui écrasant » du peuple haïtien et disposait d›un plan solide pour faire avancer Haïti. En fait, seulement 17 % des électeurs inscrits — évalués à 4,5 millions — ont voté pour lui.

Pendant ce temps, le retour d›exil de Jean-Bertrand Aristide et de sa famille, le 18 mars, était pratiquement accueilli par le silence dans les médias écrits et audiovisuels du Canada. Peut-être ont-ils cru les paroles de l›ambassadeur canadien en Haïti qui a déclaré l›an dernier que l›ancien président représentait « une histoire du passé ». Mais les dizaines de milliers d›Haïtiens qui ont envahi les rues autour de l›aéroport de Port-au-Prince pour accueillir les Aristide chez eux ont démenti cette affirmation.

L›accession de Martelly au pouvoir constitue un coup d›État électoral. Il s›agit d›une continuation des objectifs du coup paramilitaire de 2004, à savoir exclure le peuple haïtien de ses propres institutions politiques et affaiblir encore plus ses aspirations à la justice sociale, exprimées de façon si éloquente par Aristide lors de son retour en Haïti [6].

Tout cela augure mal pour l›effort massif de reconstruction qui reste toujours à accomplir. Les promesses d›aide et de reconstruction demeurent en grande partie lettres mortes. Les efforts de reconstruction en Haïti ont à peine commencé, quinze mois après la catastrophe. Plus de 95 % des décombres n›ont pas encore été enlevés et moins de 10 % des 9 milliards de dollars promis par des donateurs étrangers au 31 mars dernier ont réellement été remis. Plus d›un million de personnes sont toujours sans abri, vivant encore sous des tentes dans des camps de fortune parce que seulement 15 % des logements temporaires nécessaires ont été construits.

En ce moment, on fabrique un battage médiatique autour de la « victoire » de Martelly, à la suite d›élections truquées ; mais à mesure que ce battage s›estompera, le mécontentement et la lutte populaire reviendront de plus en plus au premier plan.

Roger Annis est coordonnateur du Canada Haiti Action Network/Réseau de solidarité Canada-Haïti et vit à Vancouver, en Colombie-Britannique. On peut le rejoindre par courriel à rogerannis@hotmail.com. Une version plus courte de cet article a été co-signée par Kevin Edmonds et publiée sur le site www.rabble.ca le 14 avril.

Notes
1. www.canadahaitiaction.ca/content/michel-martelly-rightist-and-coup-supporter
2. www.canadahaitiaction.ca/content/haitis-former-military-waiting-wings
3. www.nytimes.com/2011/03/18/world/americas/18haiti.html
4. www.thestar.com/opinion/editorials/article/898698--haitian-election-don-t-let-fraud-prevail
5. www.cbc.ca/thecurrent/episode/2011/04/07/michel-sweet-micky-martelly/
6. www.canadahaitiaction.ca/content/aristides-return-haiti-his-speech-and-video-report

CHAN 14 avril 2011

Préval et Dorsinvil

Suite de la page (8)

accaparer donc une nouvelle affaire de fraude, même sans magouille, *Inité* allait dégager une majorité même relative. Etant le parti ayant le plus d'élus dans les deux Chambres, loin devant toutes les autres formations politiques, il devrait peser forcément sur la nomination d'un Premier ministre, lors du prochain remaniement ministériel.

Car il est tout à fait impensable que celui qui sera nommé chef de gouvernement après le 14 mai puisse terminer le quinquennat du Président Martelly. Une fois encore, c'est l'appétit du pouvoir de Préval et de sa bande qui le perd. Mieux, en voulant s'octroyer la totalité des élus au second tour, sans le vouloir, il a aussi compromis sinon réduit les chances de son vieil ami et Premier ministre sortant Jean-Max Bellerive. On sait que les pontes de *Inité* rêvent d'imposer Bellerive à Michel Martelly, sans parler des pressions internationales qui jouent en sa faveur.


Le président du Conseil Électoral Provisoire Gaillot Dorsinvil

Mais après un tel scandale au sein du Conseil Electoral Provisoire (CEP) et ce nouveau bras de fer entre la même Communauté internationale et le Président René Préval toujours sur son comportement en faveur de *Inité*, peut-on croire que la population accepterait un Premier ministre, issu du rang de ce parti en l'occurrence Jean-Max Bellerive, lié jusqu'à la tombe avec son mentor Préval ? Cela n'aurait aucun sens et pourrait être considéré comme une première provocation donc une première trahison du nouveau chef de l'Etat envers le pays en général et ses électeurs en particulier. Même le Président élu, Michel Martelly, conteste le résultat définitif des élections législatives.

Puisqu'il a invité « l'Organisation des Etats américains (OEA) à dépêcher à Port-au-Prince une mission d'urgence en vue de la création dans l'immédiat d'une commission indépendante de révision pour évaluer et faire la lumière sur ces résultats avec le soutien des autres organismes internationaux ». Bref, comme pour Jude Célestin contre Jacques Edouard Alexis pour la présidence de la République en 2010, René Préval est en passe de perdre aussi avec Bellerive, la seule chance qui lui restait d'avoir un proche au sommet de l'État. Certes, il y a les postes clés de la présidence de deux Chambres. Mais là encore cela risque d'être compliqué pour *Inité*. Cela va dépendre naturellement de la manière dont cette nouvelle crise se terminera.

Or, il y a tellement d'inconnus que personne ne peut savoir comment va finir cette histoire et surtout avec combien d'élus le Président Préval et ses amis du CEP en particulier Gaillot Dorsinvil termineront la course. Avec la configuration actuelle, l'*Inité* domine nettement le Sénat de la République (17 sur 30) et la Chambre des députés (48 sur 96). Or, vu l'ampleur de la fraude et le tollé général qui accompagne ces résultats, on est à peu près certain qu'il va y avoir des pleurs et des grincements des dents. Une fois encore, la Communauté internationale s'accapare du dossier et s'immisce dans les affaires intérieures haïtiennes comme s'il s'agissait d'une affaire interne de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTHA).

Le précédent du premier tour (Jude Célestin - Michel Martelly) est là pour rappeler aux dirigeants de l'*Inité* et au Président René Préval lui-même, qu'ils vont certainement perdre des élus au profit d'autres formations politiques. Sauf si le pouvoir pour une fois décide d'affronter ou de tenir tête à ses tuteurs. Mais à quel prix ? A celui que ces élus soient affublés du titre peu glorieux d' « élus contestés » donc non reconnus sur la scène internationale, ou à celui de se voir abandonné entre les mains de ses ennemis le lendemain du 14 mai par la Communauté internationale.

Quand on connaît l'obsession du Président Préval pour sa sécurité après cette date fatidique, et surtout aujourd'hui encore, il sait qu'il navigue entre la prison et l'exil, cela nous étonnerait fort, qu'il tente un quelconque baroud d'honneur pour sauver quelques élus, dont il est luimême persuadé qu'ils n'ont aucune légitimité. Il reste maintenant l'attitude des nouvelles autorités haïtiennes vis-à-vis de l'ancien Président et des membres du CEP après la passation des pouvoirs le 14 mai prochain. Après tout, il est inconcevable que des responsables d'institutions et d'organismes publics, puissent s'en sortir si facilement, alors qu'il a été prouvé qu'ils agissaient de manière délibérée contre l'intérêt du pays et au détriment des citoyens.

Trop, c'est trop. Les responsables du Conseil Électoral Provisoire, à commencer par le Président de cet organisme, ont été trop loin. En acceptant à coup sûr les demandes du pouvoir de trafiquer après coup les résultats définitifs au profit de son parti, ils deviennent ses complices et donc responsables autant que le pouvoir, sinon plus, de ces actes antipatriotiques et antidémocratiques punissables par la loi. L'interdiction de quitter le pays pour les membres du CEP réclamée par certains élus, peut-être considérée déjà comme un premier pas dans cette direction. Mais faudrait-t-il encore qu'il existe des instances capables de mettre en application une telle demande. Encore que tous ces élus signataires ne sont pas tous en odeur de sainteté avec les lois de la République et vis-à-vis de la plupart des « pays amis » d'Haïti. Comme on dit parfois, il est urgent d'attendre.

Suite de la page (17)

Concrètement, le plan prévoit un transfert du pouvoir en trois mois. Les six Etats membres du CCG, alliance régionale militaire et politique, demandent au président Saleh de remettre les rênes du pays à son vice-président dans le délai d'un mois après la signature d'un accord, acte qui doit intervenir d'ici la fin de la semaine prochaine. Le CCG recommande alors qu'un responsable de l'opposition prenne la tête d'un gouvernement intérimaire chargé de préparer une élection présidentielle, prévue avant mi-juillet. Vendredi, Ali Abdallah Saleh, dont le mandat court jusqu'en 2013, avait déjà accueilli favorablement les propositions du CCG mais disait attendre un processus ordonné et constitutionnel.

Seulement, cette transition démocratique rencontre le scepticisme des partis d'oppositions. Ces derniers saluent le départ du président, mais refusent de participer à un quelconque gouvernement d'union nationale, et ce, même pour une durée de deux mois. Afin de rendre possible la formation d'un exécutif intérimaire, le vice-président devra donc exclure tous les membres de l'administration Saleh. Ce qui risque de compliquer la gestion des affaires courantes. Par ailleurs, les partis d'opposition exigent que le président sortant soit jugé pour ses actes. Or, l'immunité judiciaire est l'unique condition posée par Ali Abdallah Saleh pour son départ. Mais, avec ou sans l'opposition, le transfert du pouvoir semble désormais enclenché au Yémen.

JDD 23 Avril 2011



Immaculeé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn




Spécialités
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
• Jus citron • Bonbon amidon
• Bouchées • Cornets
• Pain patate (sur commande)
• Bouillon (chaque samedi)
• Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Le sommet du BRICS

Suite de la page (13)

La déclaration du BRICS appelle à « une réforme globale » de l'ONU, y compris du Conseil de sécurité. « La Chine et la Russie réaffirment l'importance qu'elles attachent au statut de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud dans les affaires internationales, comprennent et soutiennent leurs aspirations à jouer un plus grand rôle au sein des Nations unies, » peut-on y lire.

L'entrée de l'Afrique du Sud dans l'alliance du BRICS est significative. Le produit intérieur brut du pays est plus petit que celui d'un certain nombre d'autres « économies émergentes » telles Mexico, la Corée du Sud et l'Indonésie. Son adhésion avait notamment été parrainée par la Chine en tant que représentante de l'Afrique, une région dans laquelle Beijing joue un rôle économique de plus en plus marquant.

Le président d'Afrique du Sud, Zuma s'était rendu l'année dernière en Chine et dans d'autres pays du BRICS pour promouvoir une adhésion. Zuma avait publiquement contré les critiques hypocrites de l'Occident à l'égard de la Chine qualifiée de puissance « néo-coloniale » en Afrique en disant que l'accroissement rapide du commerce chinois et de l'investissement était profitable à l'Afrique. La Chine est devenue le plus gros partenaire commercial de l'Afrique du Sud, et de l'Afrique en général.

L'idée maîtresse du sommet du BRICS a été la promotion d'un rôle économique et politique plus grand dans les affaires internationales – actuellement dominées par les puissances capitalistes traditionnelles. La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a dit aux journalistes : « Nous insistons sur le fait que le FMI et la Banque mondiale ne peuvent pas être dirigés, exclusivement, tour à tour, par les Etats-Unis et l'Europe, les autres pays étant systématiquement exclus de la gouvernance. »

En novembre dernier, le Fonds monétaire international (FMI) avait accepté de transférer 6 pour cent de ses droits de vote aux pays émergents aux dépens de membres européens tels l'Allemagne et la Belgique. La Chine va sans doute devenir la troisième plus grande puissance en termes de vote au FMI. Toutefois, de telles concessions n'écarteront pas les tensions sous-jacentes qui sont ancrées dans un changement fondamental de la production mondiale vers les pays du BRICS.

Selon le premier rapport annuel du BRICS sur le développement socio-économique, publié par l'Académie chinoise des sciences sociales, les pays du BRICS ont atteint en moyenne une croissance annuelle de plus de 8 pour cent durant la première décennie du 21ème siècle contre 2,6 pour cent pour les pays industrialisés. La part de l'économie mondiale des membres du BRICS est passée de 17,7 pour cent en 2001 à 24,2 pour cent en 2009. En termes de richesse ajoutée à l'économie mondiale, la portion du BRICS a augmenté de façon exponentielle de « rien du tout » au début des années 1990 à plus de 60 pour cent l'année dernière et elle pourrait grimper à 70 pour cent en 2011.

Depuis la tenue en 2009 en Russie du premier sommet du BRIC, le groupe n'a cessé d'avoir une coloration anti-américaine, particulièrement quant à la nécessité d'une nouvelle monnaie de réserve mondiale pour remplacer le dollar américain. La Russie, la Chine et le Brésil ont déjà signé des accords pour utiliser leurs propres monnaies dans les échanges commerciaux bilatéraux, plutôt que le dollar. Lors de ce sommet, les pays du BRICS sont allés plus loin en acceptant de libeller dans leurs propres monnaies les crédits et les subventions qu'ils s'accordent les uns aux autres.

La décision des pays du BRICS de remplacer le dollar américain est en grande partie symbolique mais indique un antagonisme grandissant à l'égard de la politique monétaire de Washington. La colère monte en particulier face à la politique américaine de « l'assouplissement quantitatif » (« quantitative easing ») – de fait, l'impression de dollars dans le but de réduire les difficultés économiques américaines aux dépens de ses rivaux. Pour la Chine, cette pratique a entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Pour le Brésil, la conséquence a été une hausse du real face au dollar, ce qui représente une menace pour ses secteurs d'exportation.

Malgré sa demande d'avoir davantage voix au chapitre au sein des institutions mondiales, le groupe du BRICS est loin d'être un bloc solide – de nombreux intérêts divergents et même conflictuels existent.

Les relations économiques entre la Chine et le Brésil en sont un exemple. Au cours de ces deux dernières années, la Chine est devenue le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger du Brésil à la place des Etats-Unis. Toutefois, le Brésil a émis des critiques face à la monnaie « sous évaluée » de la Chine en disant qu'elle avait nui à l'industrie brésilienne.

La présidente brésilienne Rousseff n'a pas soulevé la question du yuan chinois parce qu'elle était accompagnée par une importante équipe de 400 dirigeants d'entreprise, tous en quête de contrats avec la Chine. Le géant de l'électronique chinois Foxconn projette d'investir, sur 5 à 6 ans, 12 milliards de dollars au Brésil en plus de cinq usines qui fonctionnent déjà depuis 2005. Par contre, la Chine a refusé le projet du Brésil de construire en Chine les avions de ligne Embraer E190 en préconisant son propre projet national de fabrication d'avion – le ARJ21.

Les relations sino-indiennes continuent d'être tendues. Le premier ministre indien, Manmohan Singh, et le président chinois Hu ont accepté de reprendre les échanges militaires qui avaient été gelées en juillet dernier. La Chine avait refusé d'accorder un visa à un commandant de l'armée indienne au motif qu'il avait servi à Jammu et au Cachemire –une région revendiquée par le Pakistan. L'incident est le résultat de conflits frontaliers permanents entre la Chine et l'Inde et du renforcement de la présence militaire des deux pays dans les régions frontalières. La Chine est également préoccupée par le développement du partenariat stratégique de l'Inde avec les Etats-Unis tandis que l'Inde est préoccupée par la présence grandissante de la Chine dans l'Océan indien.

Malgré ces disputes diverses, les pays du BRICS se sont rencontrés pour défendre leurs intérêts réciproques, face aux interventions militaires de plus en plus agressives des Etats-Unis et des puissances européennes qui continuent de dominer les institutions économiques mondiales. Loin de faire de la place aux « puissances émergentes, » les puissances capitalistes établies sont déterminées à utiliser leur puissance militaire et économique pour réaffirmer leur domination.

Wsws 18 avril 2011

La rapine du siècle

Suite de la page (13)

fonds souverains, les capitaux que l'État libyen a investi à l'étranger.

Les fonds souverains gérés par la Libyan Investment Authority (LIA) sont estimés à environ 70 milliards de dollars, qui grimpent à plus de 150 si l'on inclut les investissements étrangers de la Banque centrale et d'autres organismes. Et ils pourraient être plus importants encore. Même s'ils sont inférieurs à ceux de l'Arabie saoudite ou du Koweït, les fonds souverains libyens se sont caractérisés par leur croissance rapide. Quand la LIA a été constituée en 2006, elle disposait de 40 milliards de dollars. En cinq années à peine, elle a effectué des investissements dans plus de cent sociétés nord-africaines, asiatiques, européennes, nord-américaines et sud-américaines : holding, banques, immobilier, industrie, compagnies pétrolières et autres.

En Italie les principaux investissements libyens sont ceux effectués dans UniCredit Banca (dont LiA et la Banque centrale libyenne possèdent 7,5 %), dans Finmeccanica (2 %) et Eni (1 %) : ces investissements et d'autres (dont 7,5 % au Juventus Football Club) ont une signification moins économique (ils se montent à environ 4 milliards de dollars) que politique.

La Libye, après que Washington l'ait effacée de sa liste de proscription des « États voyous », a essayé de se refaire une place à un plan international en misant sur la « diplomatie des fonds souverains ». Quand les États-Unis et l'Union européenne ont abrogé leur embargo de 2004 et que les grandes compagnies pétrolières sont revenues dans le pays, Tripoli a pu disposer d'un surplus commercial d'environ 30 milliards de dollars annuels qu'il a destinés en grande partie aux investissements étrangers. La gestion des fonds souverains, a cependant créé un nouveau mécanisme de pouvoir et de corruption, aux mains de ministres et hauts fonctionnaires, qui a probablement échappé au contrôle de Kadhafi lui-même : confirmé par le fait qu'en 2009, ce dernier a proposé que les 30 milliards de dividendes pétroliers allassent « directement au peuple libyen ». Ceci a accentué les fractures à l'intérieur du gouvernement libyen.

C'est sur ces fractures que se sont appuyés les cercles dominants étasuniens et européens qui, avant d'attaquer militairement la Libye pour mettre la main sur sa richesse énergétique, se sont appropriés les fonds souverains libyens. Cette opération a été favorisée par le représentant même de la Libyan Investment Authority, Mohamed Layas : comme le révèle un câble diplomatique publié par Wikileaks, le 20 janvier Layas a informé l'ambassadeur étasunien à Tripoli que la LIA avait déposé 32 milliards de dollars dans des banques étasuniennes. Cinq semaines plus tard, le 28 février, le Trésor étasunien les a « gelés ». Selon les déclarations officielles, c'est « la plus grosse somme d'argent jamais bloquée aux États-Unis », que Washington garde « en dépôt pour l'avenir de la Libye ». Elle servira en réalité pour une injection de capitaux dans l'économie étasunienne toujours plus endettée. Quelques jours plus tard, l'Union européenne a « gelé » environ 45 milliards d'euros de fonds libyens.

L'assaut sur les fonds libyens aura un impact particulièrement fort en Afrique. Ici, la Libyan Arab African Investment Company a effectué des investissements dans plus de 25 pays, dont 22 en Afrique subsaharienne, en programmant de les augmenter dans les cinq prochaines années, surtout dans les secteurs minier, manufacturier, touristique et dans celui des télécommunications. Les investissements libyens ont été décisifs dans la réalisation du premier satellite de télécommunications de la Rascom (Regional African Satellite Communications Organization) qui, mis en orbite en août 2010, permet aux pays africains de commencer à se rendre indépendants des réseaux satellitaires étasuniens et européens, en réalisant ainsi une économie annuelle de centaines de millions de dollars.

Plus importants encore ont été les investissements libyens dans la réalisation des trois organismes financiers, lancés par l'Union africaine : la Banque africaine d'investissement, dont le siège est à Tripoli ; le Fond monétaire africain, basé à Yaoundé (Cameroun) ; la Banque centrale africaine, installée à Abuja (Nigeria). Le développement de ces organismes devait permettre aux pays africains d'échapper au contrôle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tous deux instruments de domination néo-coloniale, et devait marquer la fin du franc Cfa, la monnaie que sont obligés d'utiliser 14 ex-colonies françaises. Le gel des fonds libyens assène un coup très dur à tout le projet. Les armes utilisées par les « volontaires » ne sont pas seulement celles de l'opération « Protecteur unifié ».

Manlio Dinucci : Géographe et géopolitologue. Derniers ouvrages publiés : Geograficamente. Per la Scuola media (3 vol.), Zanichelli (2008) ; Escalation. Anatomia della guerra infinita, DeriveApprodi (2005).

Source Il Manifesto (Italie)
Traduction Marie-Ange Patrizio
Réseau Voltaire 22 avril 2011



GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Regards Critiques

Le Rara: Une tradition artistique d'une rare portée religieuse

Chaque année à pareille époque, l'environnement culturel haïtien est imprégné des sursauts d'une tradition religieuse empreinte d'une rare portée artistique. Au moment où le *Mardi gras* se retire, les premières manifestations du *Rara* se font sentir dans le milieu rural et se poursuivent jusqu'au dernier dimanche d'Avril qui coïncide avec les Pâques pour les Chrétiens.

Au cours de cette période certaines villes et régions du pays, réputées pour leur tradition de *Rara,* sont poussées au-devant de la scène. Les visiteurs qui arrivent de partout sont nombreux à prendre le chemin de l'Artibonite, de Léogane, de l'Arcahaie, de Miragoane particulièrement à Paillant où les vendredi et samedi, plus d'un millier de bandes sont rassemblées sur un site situé à plus de mille mètres au-dessus de la ville pour faire la bombance, et dans la Grand'Anse.

Souvent considérée comme un carnaval rural, cette fête religieuse remonte à l'époque des Taynos en Haïti, connue sous le nom de *Gaga* en République Dominicaine. Elle est d'abord influencée par le Vodou et ensuite par la culture occidentale au point d'avoir des similitudes avec les fêtes païennes célébrées en Europe et dans des pays autrefois colonisés par l'Europe Chrétienne. Elle n'est en fait que l'expression de l'âme d'un peuple pour dire sa conception du monde.

Au-delà des mythes de toutes sortes et des mystifications parfois tournés en préjugés dont il subit les effets, le *Rara* peut-être approché de différentes manières, tant il est complexe et pluriel dans ses dimensions. Dans le cadre de ce papier, j'oriente mes projecteurs sur trois de ces caractéristiques : *Le souffle des travailleurs, la structure orchestrale, une richesse musicale négligée et méconnue.*

Le Souffle des Travailleurs

Très tôt au cours de la période esclavagiste nos grands parents pratiquaient le *Rara*, dans les rares moments de loisirs et de repos que les maîtres leur accordaient, selon ce que rapporte Jean Fouchard dans *Théâtre à Saint-Domingue*. Le *Rara* les accompagnait aussi dans le travail des champs, les aidait à transcender la morsure du soleil et celle du fouet des commandeurs. Cette culture de travail collectif se mua en *Konbit* ou *Corvée*, c'est-à-dire un système d'entraide entre paysans. Cette forme de solidarité qui prit la relève de l'exploitation esclavagiste, permet aux paysans de sarcler leur terre, à peu de frais. Par sa magie propre, le *Rara* les unifie dans l'effort à travers l'esthétisation d'un passé brutal.

Au-delà de son aspect de divertissement, le Rara est aussi un témoignage d'un passé fait de souffrances et d'espoirs. La musique par son caractère lancinant et oppressant permet aux spectateurs de glisser de cette réalité vers une béatitude comparable à une sorte de vertige cathartique. Cette musique a aussi pour vertu de libérer la mémoire collective de la béance d'une blessure encore pas cicatrisée. L'utilisation du « fwèt kach » ou « fwèt zonbi », destiné à chasser les mauvais esprits ainsi que la danse « chay o pye » qui rappelle les chaînes aux pieds des esclaves sont autant de manières de se libérer d'un passé encore actuel.

La structure orchestrale du Rara

On y retrouve d'abord l'instrument principal ; la voix, qui porte une parole parfois sacrée, souvent générée par le quotidien du village, mise en musique par les poètes de la communauté, ayant la mission de composer les chants, qui dénoncent fort souvent les travers et les dérives de toutes sortes « Yo bare jefra nan volo kabrit », « dilere o, dilere o, fanm lan kite maril l'al kouche… ».Viennent ensuite d'autres instruments comme le *Vaccin* (banbou) un instrument local, de longueur différente pour diversifier les sons. Le *Manoumba* ; un instrument d'origine africaine dans sa conception, constitué de lamelles métalliques placées sur une caisse en bois, servant de caisse de résonance, l'*Ogan* ; deux bouts de fer entrechoqués, qui est aussi un instrument sacré dans le Vodou en Haïti. Enfin le *Tambour*, le *Graj* ; un idiophone réagissant par frottement, ainsi que le violon, la flûte les tigambos suivant les régions.

Une Richesse musicale inexploitée

Il ne fait pas de doute que le Rara en tant que forme de musique demeure inexploité, bien qu'il porte en lui ce qui constitue l'ADN même de la musique haïtienne ; le quintolet. C'est un rythme jeune encore inexploré dont l'originalité n'est plus à démontrer. Cependant pour des raisons que l'on ignore, le Rara tout comme la Contredanse restent très peu diffusés à la radio, très peu utilisés comme matériaux par les musiciens en Haïti.

Force est de reconnaître aussi que depuis la tentative du saxophoniste Nemours Jean-Baptiste de reprendre la musique de Tipico Cibaeno (le Dominicain) qui a abouti à cette farce connue sous le nom de Konpa Dirèk, la musique s'est fragilisée sérieusement sur notre bout d'île. Ce qui n'enlève rien de la contribution de l'inventeur de ce rythme à 2/4 conduit sur le tonique et la quinte.

Pourtant cette musique paysanne qui constitue l'un des témoignages vivants de la singularité artistique des haïtiens, transmise depuis plusieurs générations pourrait enrichir la trame de notre patrimoine musical. Il est vrai qu'à la base, il nous faudra résoudre ce problème de formation et d'éducation pour permettre à nos créateurs de pouvoir puiser à la source de nos ancêtres.

Prince Guetjens
Critique



L'utilisation du « fwèt kach » ou « fwèt zonbi », destiné à chasser les mauvais esprits ainsi que la danse « chay o pye » qui rappelle les chaînes aux pieds des esclaves sont autant de manières de se libérer d'un passé encore actuel



Le Vaccin (banbou) un instrument local, de longueur différente pour diversifier les sons



En l'honneur du Professeur Franck Laraque

Vous êtes cordialement invités à une grande activité culturelle pour rendre un bel hommage, mérité, à un penseur avisé, un éminent critique, un éducateur de carrière, un écrivain et un militant sincère de la cause de la Libération d'Haïti : le Professeur emeritus Franck Laraque.



Samedi 21 mai 2011, de 5 PM à 9 PM
A l'auditorium de la Librairie Grenadier situé au
1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210
Avec la participation de nombreux artistes, écrivains et poètes.
Une collation au parfum de notre bonne cuisine haïtienne sera servie.
Informations : *Tontongi (617-331-2269), Frantz Antoine Leconte (516-486-4104), Berthony Dupont (718-421-0162)*





Siege Social:
70, Lakou New York, Jacmel, Haiti

*Grande exposition du 30 Avril au 1er Mai 2011
À LAKOU NEW YORK, JACMEL, HAITI

IMAGINATION vous offre des produits artisanaux de toutes sortes:
* TABLEAUX, PAPIERS MARCHES
* STATUTS : EN BOIS, EN MÉTAUX ET EN PIERRES TAILLÉES
* ENCADREMENTS MÉTALLIQUES
* BIJOUX CRÉOLES



Pour toutes vos commandes et informations appelez nous aux:
509 3600 32 27 /3707 10 19 / 3796 78 97
email: imagination.shop@yahoo.fr